

**MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT
DE L'ASSAINISSEMENT ET
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi**

**AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU
DÉVELOPPEMENT DURABLE (AEDD)**



Fonds Climat Mali

**Rapport annuel 2021 des activités
du Fonds d'Affectation Spéciale du Mali pour le Climat
(Fonds Climat Mali)**

Rapport conjoint du Secrétariat Technique et de l'Agent Administratif
pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2021

Multi-Partner Trust Fund Office
Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Rapport final – 16 mai 2022

Fonds Climat Mali

Entités participantes et autres partenaires	
	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
	Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement et du Développement Durable – Secrétariat Technique
	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
	ONU Femmes
	Programme des Nations Unies pour le Développement
	Programme Alimentaire Mondial
	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

Contributeurs	
	Agence Suédoise de Coopération Internationale pour le Développement
	Gouvernement de la Norvège

Abréviations et Sigles

AEDD	Agence de l'Environnement et du Développement Durable
AER	Agence des Énergies Renouvelables
AMADER	Agence Malienne pour le Développement de l'Energie Domestique et de l'Electrification Rurale
AMDER	Agence Malienne pour le Développement des Energies Renouvelables
ASDI	Agence Suédoise de Coopération Internationale pour le Développement
AUEP	Associations d'Usagers de l'Eau Potable
CAEB	Conseils et Appui pour l'Éducation à la Base
CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique
CCS	Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies
CDN	Contribution Déterminée au niveau National
CNCC	Comité National des Changements Climatiques
CEMALI	Climat et Energie au Mali
CP	Comité de Pilotage du Fonds
CPDN	Contribution Prévue Déterminée au niveau National
CPS SEEUDE	Cellule de Planification et Statistiques
C-19	COVID (Coronavirus) - 19
DNACPN	Direction Nationale de l'Assainissement du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
DNP	Direction Nationale de la Pêche
DRH	Directions Régionales de l'Hydraulique
FAO	Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FCM	Fonds Climat Mali
GERES	Groupe Énergies Renouvelables, Environnement et Solidarité
GES	Gaz à Effet de Serre
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement
IEC	Information, Éducation et Communication
IER	Institut d'Economie Rurale
IMADEL	Initiative Malienne de Développement Local
IPSAS	International Public Sector Accounting Standards

MEADD	Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement et du Développement Durable
MPTF	Bureau des Fonds Multipartenaires (Multipartner Trust Fund)
MRV	Vérification, de monitoring et de rapportage
ODD	Objectifs de Développement Durable
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisations non gouvernemental
ONU	Organisations des Nations Unies
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PIB	Produit Intérieur Brut
PMF/FEM	Programme de Microfinancements du Fonds pour l'Environnement Mondial
PNAEP	Plan National d'Adduction en Eau Potable
RNA	Régénération Naturelle Assistée
SAA	Arrangement administratif standard
SHVA	Système hydraulique villageoise amélioré
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

Définitions

Allocation : Montant approuvé par le Comité de Pilotage du Fonds.

Bailleurs de fonds : Parties qui apportent les moyens financiers pour la mise en œuvre des appuis.

Budget total approuvé : Représente le montant cumulé des allocations approuvées par le Comité de Pilotage.

Clôture financière : Un appui est considéré comme étant fermé financièrement lorsque suite à la clôture opérationnelle, toutes les obligations financières ont été réglées, et qu'aucune autre charge financière ne peut être effectuée.

Clôture opérationnelle : Un appui est considéré comme étant opérationnellement clôturé lorsque l'ensemble des activités programmatiques pour lesquelles la ou les organisations participantes ont reçu des fonds ont été achevées.

Contributions des bailleurs : Sommes versées par les bailleurs par l'entremise de l'Agent administratif.

Coûts directs : Coûts qui peuvent être tracés ou identifiés comme faisant partie du coût de l'exécution du Fonds fiduciaire.

Coûts indirects : Coûts généraux pouvant être directement liés à un programme particulier ou à une activité particulière des Organisations participantes. La politique du GNUM prévoit un taux fixe de coûts indirects égal à 7% des coûts programmables.

Date de transfert : Date du versement de fonds à une entité nationale.

Décaissement : Montant versé à un fournisseur ou une entité pour les biens reçus, travaux accomplis, et/ ou les services rendus (n'inclut pas les engagements non réglés).

Dépenses : Somme des dépenses déclarées par l'ensemble des entités nationales au titre d'un fonds, indépendamment de la méthode de comptabilité utilisée par chaque organisation participante pour l'information des donateurs.

Dépôt de contributeur : Dépôt en espèces reçu d'un contributeur par le Bureau des fonds multipartenaires pour le fonds, conformément à un accord administratif type signé.

Engagement de contributeur : Montant(s) qu'un donateur s'est engagé à verser à un fonds au terme d'un accord administratif type signé avec le Bureau des fonds multipartenaires du PNUD en sa qualité d'Agent administratif. Un engagement peut être payé ou en attente de paiement.

Montant net financé : Montant transféré à une entité nationale moins tout remboursement versé au Bureau des fonds multipartenaires par une entité nationale.

Taux d'exécution : Le pourcentage des fonds qui ont été utilisés, calculé en comparant les dépenses déclarées par une entité nationale au « montant net financé ».

Table des matières

Résumé exécutif.....	2
1. Introduction.....	3
2. Gouvernance du Fonds Climat Mali.....	4
3. Résultats du FCM et des projets financés	7
4. Sommaire Financier 2021	32
5. Conclusion	42
6. Recommandations.....	43

Résumé exécutif

Le Fonds Climat Mali (FCM)

Le processus de transition du FCM qui avait commencé en 2020 portant notamment sur le changement du personnel du ST et de ses locaux s'est poursuivi en 2021. Tout d'abord la nouvelle Coordinatrice du Fonds, Mme Diarra Lala Camara, prenait ses fonctions, et le Secrétariat Technique (ST-FCM) était équipé et installé dans les nouveaux locaux fournis par l'Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD). Un expert en communication externe a aussi été mis à la disposition du ST par l'AEDD en avril 2021, alors que l'expert en analyse des projets et programmes du FCM a quitté son poste en septembre 2021.

Le mandat du MPTF a été quant à lui prolongé pour une nouvelle période de cinq ans conformément à l'amendement No 2 du 4 mars 2021.

Un nouveau document de projet (prodoc) a été élaboré et soumis au MPTF pour le financement des activités du ST-FCM suite à l'épuisement des ressources. Le document de projet est établi pour la période du 1^{er} mai 2021 au 31 avril 2025 avec un budget annuel détaillé sur les cinq ans.

Durant l'année 2021 il y a eu deux audits : celui de l'année 2019 et celui de l'année 2020.

Une toute première réunion de coordination gouvernementale s'est tenue le 4 mars 2021 sous le libellé de « Troïka » entre le Ministère en charge de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (MEADD), Ministère de l'Economie et des Finances, et Ministère des Affaires Etrangères.

Par ailleurs en 2021, deux réunions du Comité de Pilotage du Fonds ont eu lieu lors desquelles des actions phares ci-dessous ont été menées :

- ✓ A la 11^{ème} session ordinaire, tenue le 15 avril 2021 : Adoption du compte rendu de la 10^{ème} session ordinaire du Comité de Pilotage ;
- Reconduction des trois recommandations qui n'ont pas encore été exécutées, à savoir : 1) faire l'évaluation finale des projets clôturés ; 2) faire une capitalisation des réalisations des projets financés par le FCM, 3) Procéder à la création du FCM par une loi ;
- Adoption du rapport d'activités du premier trimestre 2021 du ST-FCM ;
- Adoption du résultat de l'analyse et de la sélection des programmes et projets du 4^{ème} appel à proposition. La totalité des 19 projets qui ont passé le seuil d'éligibilité ont été retenus pour financement par le FCM.

- ✓ A la 12^{ème} session ordinaire tenue le 6 décembre 2021 : Adoption du compte rendu de la 11^{ème} session ordinaire du Comité de Pilotage ;
- Présentation du rapport d'activités du ST au 18 novembre 2021 ;
- Examen du projet de loi portant sur la création du Fonds Climat Mali ;
- Examen et adoption du projet de feuille de route pour l'activation de la fenêtre nationale. Afin de pouvoir activer cette fenêtre nationale, une réunion extraordinaire du Comité de Pilotage est prévue en janvier ou février 2022.

1. Introduction

Ce rapport annuel consolidé porte sur la mise en œuvre des activités financées dans le cadre du Fonds Climat Mali en 2021. Il est basé essentiellement sur les rapports annuels et finaux des différents projets et du Secrétariat Technique du FCM. Le rapport présente le cadre stratégique du Fonds Climat Mali, les activités réalisées en 2021 relatives à sa gouvernance, les principaux résultats atteints par le FCM et les projets qu'il a financé. Enfin, les éléments financiers de recouvrement des coûts et de transparence et responsabilité relatifs au FCM sont présentés dans la dernière partie.

1.1. Les projets financés par le FCM

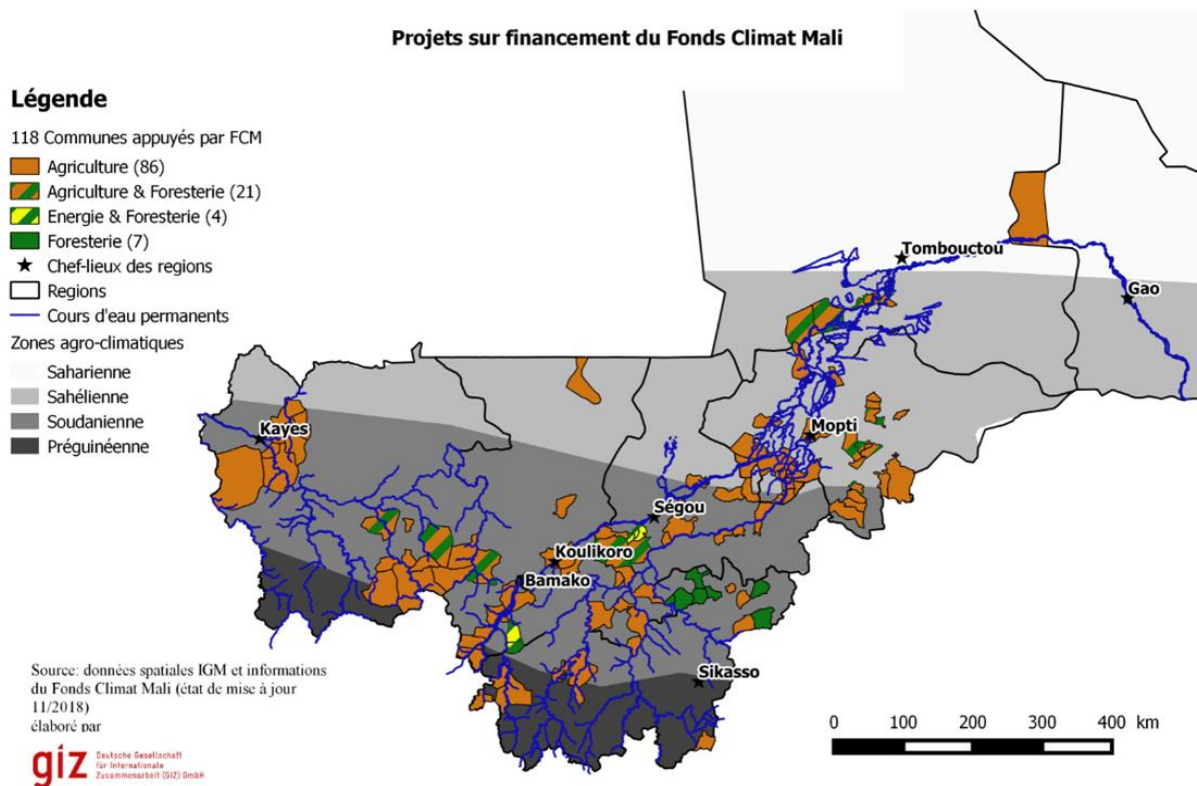
Durant l'année 2021, six projets étaient en cours d'exécution sous financement du FCM comme mentionné au tableau suivant :

Tableau 1. Liste des projets actifs financés par le FCM au 31.12.2021 par ordre chronologique (date de début)

#	No. Projet MPTF	Titre	Organisa-tion	Partenaire	Montant US\$	Début	Fin Prorogé en italique
1	00115319	Programme de renforcement de la résilience des systèmes agro-pastoraux du Diombougou (PRRSAPD)	FAO	AMCFE DONKOA	885 781	Fév. 2019	Avril 2022
2	00115316	Projet d'Appui au Renforcement de la Résilience des Populations de trois communes (PARRP)	PAM	JSF	1 000 000	1 ^{er} avril 2019	31 mars 2022
3	00115318	Projet de Développement Agro-Sylvio-Pastoral au profit des femmes et jeunes au nord du Mali (PDASP)	FAO	AHDM	809 622	4 avril 2019	4 avril 2022
4	00115317	Projet de développement et de diversification des moyens de subsistances stables et résilients au changement climatique (PDDMSSRCC)	FAO	ADICO-AJDI-GAAS	941 662	4 avril 2019	4 avril 2022
5	116800	Projet de Renforcement de la résilience du système éducatif comme alternative de prévention et de lutte contre les changements climatiques (PRSSE)	UNESCO	YAGTU, IWENE et EPT	998 973	1 ^{er} mai 2019	1 ^{er} mai 2022
6	A fournir	Appui au Secrétariat Technique du FCM – coûts directs – pour l'année 2021 uniquement	ST FCM		544 501	1 ^{er} mai 2021	30 avril 2025
		TOTAL EN COURS			5 729 324		

Cinq des six projets sont des projets opérationnels liés aux objectifs du FCM, alors qu'un projet est alloué afin de permettre au Secrétariat Technique d'obtenir les ressources nécessaires à son fonctionnement comme mentionné précédemment.

La carte ci-dessous montre l'emplacement des projets financés par le FCM :



2. Gouvernance du Fonds Climat Mali

2.1 La gouvernance du FCM

La gouvernance du FCM est structurée autour des instances suivantes : les Contributeurs, le Comité de Pilotage, le Secrétariat Technique, l'Entité de Coordination Gouvernementale et le Bureau des Fonds Multi Partenaires (MPTF) du PNUD en qualité d'Agent Administratif.

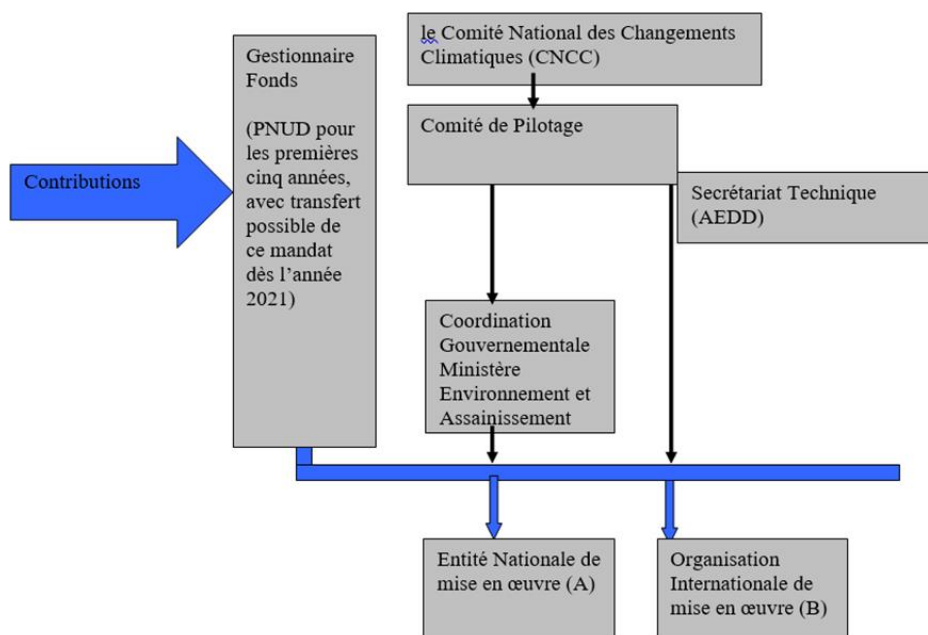
2.1.1 Le contexte

Le Gouvernement a identifié la mise en place d'un Fonds National d'appui aux réponses aux changements climatiques comme un besoin prioritaire, afin de servir comme moteur de la réalisation des objectifs dans le domaine des changements climatiques au Mali. Ceci résultant, en février 2012, à la création du Fonds Climat Mali (FCM), hébergé à l'AEDD.

Ce fonds permet au Gouvernement du Mali d'accéder directement aux fonds bilatéraux en cogérant le Fonds avec l'agent administratif du Programme des Nations Unies pour le Développement à travers son bureau spécial 'Multi-Partner Trust Fund' (PNUD-MPTF).

Cette gestion par le PNUD MPTF assure la conformité fiduciaire et technique aux normes et exigences internationales, ce montage rassure les bailleurs de fonds. Voir la figure ci-dessous pour comprendre la structure de gouvernance.

Schéma 1 : structure de la gouvernance du FCM



Selon les termes de référence de 2012 du FCM, l'objectif est que le fonds soit : « un outil essentiel pour mobiliser, accéder, ordonner et combiner des sources de finances domestiques et internationales, publiques et privées pour les actions prioritaires visant à atteindre l'objectif ambitieux du Mali d'une Economie Verte et Résiliente au Climat. Il contribuera également à l'atteinte des Objectifs du Développement Durable largement influencée négativement par les changements climatiques ». Ce fonds prévoit deux fenêtres de mise en œuvre par (A) les entités nationales et (B) les organisations internationales.

Cependant, jusqu'à présent le fonds n'a opéré que sur la fenêtre des organisations internationales. Un mécanisme est en cours pour permettre au fonds de financer des projets mis en œuvre par les entités nationales.

2.2 Les nouveaux projets approuvés

Suite au quatrième appel à proposition du FCM, le Comité de Pilotage s'est réuni en avril 2021 pour approuver dix-neuf nouveaux projets des organisations des Nations-Unies pour un montant total de USD 17 889 585. Ces 19 projets ont donc commencé leur mise en œuvre en 2021 et seront inclus dans le prochain rapport annuel consolidé. La liste des dix-neuf projets est la suivante :

Tableau 2 : liste des projets financés suite au 4^{ème} appel à propositions (source : MPTF)

Numéro Projet MPTF	Titre de la proposition	Soumis par	Montant USD	Echéance
00126535	Projet d'amélioration de l'accès à l'eau potable des communautés dans la région de Mopti par une source d'énergie photovoltaïque	UNICEF	857.292,00	31 août-2022
00126701	Appui à la maîtrise des eaux de surface et des eaux souterraines pour l'amélioration de la résilience des systèmes de productions agrosylvopastorales face aux changements climatiques	WFP	910.747,00	31 août-2023
00127489	Projet d'Appui à l'amélioration des moyens d'existence durable d'atténuation et adaptation des Communautés de Pêche face aux changements climatiques (PACP)	UNWOM EN	976.861,00	31 mar 2024
00127491	Amélioration de la résilience des écosystèmes et des communautés dans les zones d'extrême vulnérabilité écologique et socioéconomique dans la région de Ségou	WFP	791.744,00	13 juin 2024
00127493	Projet d'appui à la création de capacités de résilience de la commune rurale de Bamba face aux défis du changement climatique	WFP	910.751,00	31 mar 2023
00127675	Projet d'appui a la sylviculture et a l'autonomisation agro économique et énergétique des femmes et des jeunes dans les communes rurales de Siby et de Bancoumana dans le cercle de Kati, région de Koulikoro (PARSAF)	UNESCO	856.144,00	30 juil 2023
00127676	Projet agro-sylo-pastorale et piscicoles intégré pour le renforcement de la résilience des populations et la restauration des écosystèmes dans les cercles de: Kali, Bla, San et de Ségou - Sabougnoma	UNESCO	996.021,30	30 juil 2023
00127677	Initiatives pour une Réduction des Effets Néfastes des Changements Climatiques dans le Cercle de Nara	UNICEF	994.390,00	30 juil 2023
00127701	Projet de réduction de la vulnérabilité des populations dans les cercles de Yélimané et de Niore du Sahel Région de Kayes WELETAARE	UNESCO	932.009,00	31 déc. 2023
00127912	Renforcement de la résilience des groupements des femmes et de jeunes vulnérables face aux néfastes des changements climatiques dans les cercles de Djenné et de Tominian	UNESCO	990.327,80	31 déc. 2023
00127913	Restauration Des Ecosystèmes Sahéliens à travers des activités agro-sylvo-pastorale et agricoles pour renforcer la résilience des populations dans les communes de Fittouga et Banikane-Narhawa	UNWOM EN	882.883,00	31 déc. 2023
00127914	Projet d'Appui à la Promotion de la Transformation de Produits Agricoles à travers Diverses Utilisations Productiv'es des Energies Renouvelables dans 10 Communes Rurales des Cercles de Djénné, Mopti. Bandiagara. Yorosso, Tominian, dans les Régions de Sikasso, Ségou et Mopti	UNESCO	987.640,	31 déc. 2023
00128418	Projet de renforcement des capacités de résiliences des communautés vulnérables des huit communes du cercle de Niafunké dans la région de Tombouctou face aux effets néfastes des Changements Climatiques	UNESCO	992.474,50	31 mai 2023
00128419	Projet de Renforcement de la résilience des communautés vulnérables face aux effets des changements climatiques dans les communes de Bourem Inaly (Région de Tombouctou) et de Bandiagara, Dourou et Ondougou (Cercle de Bandiagara, Région de Mopti)	UNESCO	934.793,00	31 déc. 2023
00128420	Projet d'Appui à l'adaptation aux changements climatiques dans le Cercle de Kolokani et la commune de Wassoulou Ballé (cercle de Yanfolila)	UNESCO	892.060,66	31 août 2024

00128481	Projet d'Appui au renforcement de la Résilience de 600 ménages des Réseaux de Groupements de Femmes dans six communes de la région de SEGOU, par l'Adaptation de leur système de production agro-sylvo-pastorale aux Effets des Changements Climatiques PARF-CC	FAO	1.000.000,00	30 nov 2024
00128482	Diffusion des Technologies à Bioénergie (Faso Bio IS & Lorena) dans 4 Communes Rurales du Mali	UNWOM EN	991.567,20	30 sep 2023
00128483	Programme de Renforcement de la résilience des populations vulnérables face aux Changements Climatiques dans le Delta Intérieur de Niger (PREVUCC)	UNESCO	992.115,00	30 avr 2023
00128672	Programme de Développement Durable Intégré et de Résilience contre les Changements Climatiques (PDIRCC) dans le cercle de Yanfolila	UNESCO	999.764,91	3 mar 2024

3. Résultats du FCM et des projets financés

Ce chapitre présente les principaux résultats du FCM et des différents projets financés à fin 2021.

3.1 Résultats du FCM

La présentation des rapports descriptifs annuels ne cesse de s'améliorer et permet de mieux visualiser les différents niveaux de résultats atteints par les projets en exécution. A noter que l'inclusion du tableau qui contient les indicateurs de performance par projet permet aussi de mieux cerner quels produits ont connu les plus grandes difficultés. La structure actuelle des rapport narratifs est bonne et permet une compréhension adéquate des résultats atteints par les projets.

Les projets actifs en cours d'année 2021 sont donc les six projets inclus dans le tableau 1 présenté dans le résumé exécutif, donnée confirmée par le rapport annuel du ST de janvier 2022.

Les résultats par projet financé sont les suivants :

1. Programme de Renforcement de la Résilience des Systèmes Agro-Pastoraux du Diombougou (PRRSAPD)

Organisation participante des NU	FAO
Durée	36 mois
Montant	885 781 USD
Partenaires de mise en œuvre	AMCFE-DONKO Consortium
Zone d'intervention	Diombougou
Date de démarrage :	Février 2019
Date de Clôture :	Mars 2022

Objectif Spécifique du cadre de résultat FCM	Réduction du risque de mauvaise récolte par l'introduction de pratiques de conservation des sols et de l'eau dans les champs Dissémination de techniques appropriées de gestion du bétail
Objectifs spécifiques du projet :	<ul style="list-style-type: none"> • Appuyer l'adoption de pratiques et technologies agropastorale et piscicole résilientes afin de réduire la vulnérabilité des systèmes de production face aux changements climatiques et à la variabilité climatique • Aider les ménages vulnérables dans la diversification des ressources alimentaires et des sources de revenus pour renforcer leur résilience socioéconomique et permettre un développement local inclusif
Résultats attendus :	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction du risque de mauvaise récolte grâce à l'introduction de pratiques de conservation des sols et de l'eau dans les champs • La dissémination de techniques appropriées de gestion du bétail renforcera les profits économiques de la gestion améliorée des pâturages et de la conservation des sols et de l'eau dans la zone du programme

a. Résultats stratégiques et effets engendrés

Le taux d'exécution dans son ensemble est passé de 65% en 2020 à un taux d'exécution financière de 96% en 2021. Les changements atteints se traduisent par :

- L'adhésion et l'implication des communautés à restaurer les terres dégradées au niveau individuel et communautaire à travers les mesures de Conservation des Eaux et Sols, Défense Restauration des Sols (CES/DRS), la Régénération Naturelle Assistée (RNA), et le reboisement ; les 30 comités mis en place l'an 1 du projet ont été redynamisés afin de jouer pleinement leur rôle.
- La réalisation des études d'identification des aires pastorales (dont six aires identifiées pour aménagement)
- La redynamisation de deux conventions locales
- L'appui à six groupements de femmes en matériels et semences pour la promotion du maraîchage et à six groupements de femmes en matériels pour la promotion des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL).

b. Produits clés

- 26 sessions de démonstration pratiques pour 572 paysans (dont 55 femmes) formés sur les différentes mesures (cordons pierreux, diguettes en terre, le zaï, les fascines, la RNA, la production du compost et de la fumure organique) dans les six communes du projet;
- Identification de 1442 nouveaux bénéficiaires voulant adopter les pratiques ou mesures CES/DRS sur les 30 villages des six communes du projet avec 1715,7 ha à restaurer

- Sur les 1050 ménages de l'an 1016,5 hectares ont été restaurés par l'adoption d'au moins une technique dans leur champ (RNA, cordon pierreux, fascine)
- 3101,6 ha ont été restaurés (champs agricoles et espaces communautaires) par les mesures CES/DRS
- Pour les parcelles communautaires 200 ha ont été identifiés pour l'adoption de mesure CES/DRS, RNA et de reboisement ;
- Les groupements de femmes ont produits 3423 plants
- Identification de 150 paysans volontaires dont 100 femmes favorables à la production du compost et de la fumure organique, et 174 paysans ont produit de la fumure organique pour cette période pour la restauration de 554,5 ha

Tableau des indicateurs de performance du projet

Indicateurs				Raisons d'éventuel (s) écart (s)
Intitulé de l'indicateur	Valeur de référence	Valeur cible	Valeur atteinte	
Produit 1.1 : Restauration des terres agricoles dégradées				
Nombre de paysans formés sur les mesures CES/DRS, la RNA et le reboisement	300	1 500 paysans (100 femmes et 1 400 Hommes)	1665 paysans formés dont 140 femmes	Taux de réalisation 111%
Nombre de session de formation organisées sur les mesures CES/DRS, la RNA et le reboisement	10 sessions	40 sessions (04 Sessions des formateurs et 36 sessions de démonstration pratiques)	62 sessions dont 04 session de formation de formateurs	Taux de réalisation 155%
Nombre de techniques de (DRS/CES) adoptées par les populations du DIOMBOUGOU	04 techniques (cordons pierreux, RNA, compostage et Zaï)	Au moins 6 techniques (RNA, Cordons pierreux, Bandes enherbées, compostage, parcs améliorés,	7 techniques (RNA, Cordons pierreux, zai, compostage, diguette en terre, fascine, fumure organique.,	Taux de réalisation 116%
Nombre ménage ayant adopté les techniques de défense et restauration des sols/Conservation des eaux et sols	2 000 ménages	5000 ménages	3019 ménages	Le retard accusé dans le démarrage des activités du projet explique le taux de réalisation de 60,38%
Nombre d'espèces de légumineuses fixatrices d'azote adoptées par les populations	02 (Arachide ; acacia sénégal)	05 espèces	05 espèces	Taux de réalisation 100%
Quantité de fumure organique produite et utilisée par les UPA.	1 à 2 tonnes/ ha	05 tonnes/ha	5 tonnes/ha	Taux de réalisation 100%
Nombre d'ha de terre dégradée restaurée	1820 ha	6 000ha	4756,5 ha	Taux de réalisation 79% ;
Nombre de visite d'échange organisée	01 visite	03 visites d'échanges	03 visites réalisées	Taux de réalisation 100%
Produit 1.2 : Aménagement des pâturages et parcours pastoraux				
Nombre d'aires pastorales aménagées	00	06 aires pastorales	00	Etudes réalisées mais retard du processus de validation
Nombre de Km de pistes et de couloirs de transhumance identifiés, matérialisés et entretenu	30 km de piste non matérialisés 45 km matérialisés par des balises ¹	30 km à matérialiser par des balises 75 km à entretenir	00	Ecart dû au retard dans le démarrage des études
Produit 1.3 : Mise en place d'une gestion concertée des ressources pastorales				
Nombre de schémas d'aménagement, de plan d'aménagement et de plan de gestion des parcours pastoraux du Djombougou réactualisé	01 schéma d'aménagement, de plan d'aménagement et de plan de gestion des parcours pastoraux par commune	06 schémas d'aménagement, de plan d'aménagement et de plan de gestion des parcours pastoraux	03	Avec les fonds alloués seuls 3 schémas ont pu être élaborés Taux de réalisation 50%
Nombre des conventions locales élaborées et/ou redynamisées	02 conventions (DORO et MAGUI)	Au moins 02 conventions locales redynamisées	00	Taux de réalisation 100%
Produit 1.4 : Développement, au bénéfice des femmes, d'activités de valorisation de certains produits ligneux et de la filière boisement.				
Nombre des groupements des femmes appuyés	05 groupements des femmes	06 groupements	06 groupements	Groupements appuyés mais accompagnement et équipements et matériels toujours pas au point
Nombre des femmes formées en technique de production, de conservation et commercialisation des PFNL	30 femmes	90 femmes	120 femmes	Taux de réalisation 133%

¹ PRACED

Nombre des femmes formées en technique de maraîchage bio	40 femmes	60 Femmes	90 femmes	Taux de réalisation 50%*
Nombre des recettes culinaires vulgarisées auprès des ménages	00	Au moins 03 recettes	03 recettes	Taux de réalisation de 100%
Nombre des relais formés en nutrition des enfants malnutris	00	90 relais	90 relais-femmes	Taux de réalisation de 100%

*selon le rapport descriptif, le taux indiqué est de 50%, mais la cible atteinte (90) est bien supérieure aux 60 femmes qui figurent dans la colonne de gauche.

Au total 10 des 17 indicateurs de performance sont en vert (taux de réalisation 100% ou plus) et sept, en jaune, sont partiellement réalisés.

c. Défis, leçons et opportunités

Les principales difficultés ont été :

- Le matériel pour le bornage des pistes et des aires pastorales qui traîne après deux ans de mise en œuvre du programme ;
- Un autre défi manifesté par les autorités communales des différentes communes est l'aménagement des points d'eau dans les aires identifiées, alors même que cette action n'est pas budgétisée dans ce programme.

En termes de leçons apprises, on note que :

- L'accès des femmes au foncier est un facteur de blocage à leur épanouissement ;
- Le système de revolving a peu de chance de réussir avec le niébé fourrager produisant peu de grain ;
- La gestion des espaces communautaires et leurs délimitations constituent des contraintes majeures pour la mise en action de mesures de restauration ;
- L'engagement des communautés et surtout les groupements de femmes sont un élément essentiel pour obtenir les résultats attendus ;
- L'organisation de concertations périodiques avec l'ensemble des acteurs peut être un élément déclencheur de la réussite du projet et évite les incompréhensions sur les rôles et responsabilités des autorités et des services techniques vis-à-vis des consultants commis par le projet.

Au niveau de l'efficacité, on note que le projet dans son ensemble a connu d'énormes difficultés au démarrage liées aux contraintes administratives et budgétaires.

d. Recommandations

Il est important que le rapport annuel puisse aussi démontrer de quelle manière, au-delà des réalisations et des produits des activités, le projet génère des effets sur les bénéficiaires, et un petit encadré sur l'appréciation qualitative du projet sur les femmes et les groupements de bénéficiaires serait utile (par exemple, augmentation des revenus, diversification de la production agricole, variation dans le type de nourriture consommée ou dans la commercialisation des produits, etc.).

2. Projet d'Appui au Renforcement des Capacités de Résilience de 3 communes (à Ségou et Koulikoro) à travers l'adoption de pratiques et technologies agropastorales et piscicoles et de protection de sources d'eau résilientes (PARCR)

Organisation participante des NU	PAM
Durée	36 mois
Montant	1 000 000 USD
Partenaires de mise en œuvre	JSF (Jeunesses Sans Frontières)
Zone d'intervention	3 Communes de San (Ségou), Keme-Kafo et Dioïla (Koulikoro)
Date de démarrage :	1 ^{er} avril 2019
Date de Clôture :	31 mars 2022
Objectif Spécifique du cadre de résultat FCM	Faciliter l'accès aux technologies résilientes et durables de mobilisation, valorisation et protection des ressources en eau pour soutenir la diversité des systèmes de production et diversifier les moyens d'existence Appuyer l'adoption de pratiques et technologies agropastorales et piscicoles résilientes afin de réduire la vulnérabilité des systèmes de production aux CC et à la variabilité climatique Aider les ménages vulnérables dans la diversification des ressources alimentaires et des sources de revenu pour renforcer leur résilience socioéconomique et permettre un développement local inclusif
Objectifs spécifiques du projet :	<ul style="list-style-type: none"> • Identiques aux objectifs du cadre de résultat FCM ci-dessus
Résultats attendus :	<ul style="list-style-type: none"> • Accroissement de l'accès à l'eau des communautés et résilience des systèmes de production. • Stabilisation de l'alimentation à travers une disponibilité accrue et régulière d'eau pour la production alimentaire. • Réduction du risque de mauvaise récolte grâce aux pratiques de conservation et la distribution de semences hâtives • Dissémination d'espèces animales et piscicoles résistantes à la sécheresse • Amélioration de la nutrition dans les ménages • Hausse des revenus à travers la diversification des activités et réduction du niveau de pauvreté des ménages

a. Résultats stratégiques et effets engendrés

Le rapport descriptif annuel projet en 2021 détaille 16 résultats et effets engendrés durant l'année et indique un taux d'exécution estimé à 98%. Le nombre de bénéficiaires en cours

d'année est de 2000 dont 1200 femmes et 800 hommes. Un avenant a été signé pour une durée de trois mois avec JSF afin de permettre au partenaire de finaliser le reste des travaux. Le changement observé est la réalisation des étables fumières avec compostières, des étangs, piscicoles, des périmètres maraîchers, de l'empoissonnement des mares, de la rizipisciculture, de l'adduction d'eau potable et de l'infrastructure hydroagricole dans les communes du Mandé, de Kème-Kafo et de San. Les principaux accomplissements ont été :

- 1) Réalisation de 3 magasins de banque de semences à Bogossoni et à Bougoudara, Sibougou Commune de San ;
- 2) Dotation en matériels agricoles des périmètres maraîchers de Sokourani et de Kassoumbougou ;
- 3) Réalisation des étables fumières à Bougoudara et Sibougou, commune de San.
- 4) Empoisonnement de la mare Sanké, Commune de San.
- 5) Réalisation du périmètre maraîcher de Bogossoni, Commune de San.
- 6) Dotation en matériels agricoles du périmètre maraîcher de Bogossoni, Commune de San.
- 7) Dotation en matériels agricoles du périmètre maraîcher de Faraba, Commune du Mandé.
- 8) Dotation en semences maraîchères des exploitants du périmètre maraîcher de Faraba, Commune du Mandé ;
- 9) Réalisation de 4 séances d'information / sensibilisation des membres du comité de gestion et des usagers du forage de Mamaribougou, Commune du Mandé ;
- 10) Formation, information/sensibilisation sur eau, hygiène-assainissement des usagers d'eau de Médine et Sienso Peulh, Commune de San ;
- 11) Réalisation des travaux de renforcement de l'infrastructure hydroagricole de Faraba ;
- 12) Dotation en semences des exploitants maraichers de Bogossoni à San ;
- 13) Réalisation des visites d'échanges des pisciculteurs de Médine, Commune de San et de Kamalé, Commune de Mandé à la ferme piscicole Boubacar Diallo à Baguinéda ;
- 14) Formation de 36 paysans (dont 10 femmes) en techniques de DRS/CES à San ;
- 15) Formation en techniques de maraîchage des producteurs maraîchers de Faraba, Commune de Mandé ;
- 16) Suivi des activités sur le terrain

b. Produits clés

Au cours de l'année 2021, les produits clés qui ont été obtenus sont :

- 1) Réalisation des trois magasins à 100%, avec une capacité de stockage de 77 tonnes, pour un nombre estimatif de 850 bénéficiaires,
- 2) La dotation en matériels agricoles des périmètres maraîchers de Soukourani et de Kassoumbougou
- 3) La réalisation des étables fumières dans les villages de Bougoudara et Sibougou, au profit de 64 producteurs bénéficiaires
- 4) . l'empoissonnement de la mare Sanké, commune de San, avec 7630 alevins au profit de 1350 personnes.

- 5) Réalisation du périmètre maraîcher de Bogossoni, commune de San, qui sera exploité par 117 femmes
- 6) Nouvelle dotation en matériels agricoles des périmètres maraîchers de Faraba, commune de Mandé, et de Bogossoni, commune de San
- 7) Dotation en semences maraîchères des exploitants du périmètre maraîcher de Faraba, commune du Mandé
- 8) Quatre séances d'information/sensibilisation des membres du comité de gestion et des usagers du forage de Mamaribougou (120 personnes au total),
- 9) Quatre séances d'information/sensibilisation des usagers d'eau de Medine et de Sienso Peulh, commune de San (120 personnes au total)
- 10) Six visites d'échanges des pisciculteurs de Kamalé et de Médine à la ferme piscicole Boubacar Diallo à Baguinéda (48 participants)
- 11) Dotation en semences des exploitants de Bogossoni à San (120 femmes bénéficiaires)
- 12) Réalisation des travaux de renforcement de l'infrastructure hydroagricole de Faraba
- 13) Formation des paysans en techniques de DRX/CES à San (36 producteurs agricoles dont 10 femmes).
- 14) Formation en techniques de maraîchage des producteurs de Faraba, commune de Mandé (100 personnes dont 60 femmes et 40 jeunes)

Tableau des indicateurs de performance du projet

Indicateurs				
Intitulé de l'indicateur	Valeur de référence	Valeur cible	Valeur atteinte	Raisons d'éventuel (s) écart (s)
Produit 1.1 : Promotion de points d'eau modernes pour l'accès à l'eau potable				
Nombre de points d'eau modernes créés et fonctionnels (forages) pour l'adduction d'eau potable dans la commune de San	4	2	1	1 nouveau point d'eau en cours de réalisation à Sienso, 1 ancien point d'eau réhabilité à Sienso peulh peu fonctionnel qui sera remplacé par un nouveau forage
Nombre de points d'eau modernes créés et fonctionnels (forages) pour l'adduction d'eau potable dans la commune du Mandé	2	1	1	1 réalisé à Kamalé et 1 à Mamaribougou
Nombre de sessions de sensibilisation sur l'assainissement et la gestion des points d'eau dans la commune de San	3	6	4	Il a un avenant qui a été signé et le reste sera réalisé pendant cette période
Nombre de sessions de sensibilisation sur l'assainissement et la gestion des points d'eau dans la commune du Mandé	3	6	6	Réalisation 100%
Produit 1.2 : Aménagement des points d'eau adapté pour le cheptel et la pisciculture				

Nombre de périmètres rizipiscicoles réalisés dans la commune de San	2	3	9	parcelles rizipiscicoles augmentation dû à l'Intérêt que la communauté a de cette activité – réalisation 300%
Produit Attendu 2.1: Restauration des terres agricoles dégradées				
Nombre de producteurs ruraux formés sur les techniques de DRS/CES, commune de San	10	50	50	Réalisation 100%
Nombre de producteurs ruraux formés sur les nouvelles techniques culturales dans la commune de San.	269	50	50	Réalisation 100%
Nombre d'organisations paysannes mises en place et fonctionnels dans la commune de San	18	10	14	augmentation dû à l'intérêt que la communauté a de cette activité Réalisation 140%
Nombre de nouvelles techniques culturales vulgarisées dans la commune de San	2	5	6	augmentation dû à l'intérêt que la communauté a de cette activité Réalisation 120%
Nombre d'organisations paysannes dotées en matériels agricoles dans la commune de San	31	7	7	Réalisation 100%
Superficie de terres dégradées récupérées par les techniques de DRS/CES dans la commune de San.	20	100	40	Il a un avenant qui a été signé et le reste sera réalisé pendant cette période
Nombre d'étables fumières réalisées dans la commune de San.	131	50	38	Il a un avenant qui a été signé et le reste sera réalisé pendant cette période
Produit 2.2 : Mise à disposition de semences améliorées.				
Nombre de producteurs formés en techniques de production de semences améliorées dans la commune de San	51	50	50	Réalisation 100%
Nombre de banques de semences améliorées et adaptées mises en place dans la commune de San	1	3	3	Réalisation 100%
Nombre de producteurs dotés et encadrés pour exploiter leurs parcelles agricoles avec des semences améliorées et adaptées dans la commune de San	58	50	70	Réalisation 140%
Nombre de producteurs agricoles formés en techniques d'exploitation des données météorologiques dans la commune de San.	5	100	50	Il a un avenant qui a été signé et le reste sera réalisé pendant cette période
Nombre de producteurs ayant accès aux informations climatiques permettant de mieux	480	80% des prod.	80% des prod.	Réalisation 100%

gérer les calendriers agricoles dans la commune de San				
Produit 2.3. Accroissement durable de la production piscicole.				
Nombre de pisciculteurs formés en techniques d'empoissonnement des mares et de gestion d'étangs piscicoles dans la commune de San.	50	30	30	Réalisation 100%
Nombre de pisciculteurs formés en techniques d'empoissonnement et de gestion d'étangs piscicoles dans la commune du Mandé	5	30	30	Réalisation 100%
Nombre de visites d'échange d'expériences organisées avec les pisciculteurs de la commune de San.	1	4	2	Il a un avenant qui a été signé et le reste sera réalisé pendant cette période
Nombre de visites d'échange d'expériences organisées avec les pisciculteurs de la commune du Mandé	2	4	3	Il a un avenant qui a été signé et le reste sera réalisé pendant cette période
Nombre de mares empoissonnées dans la commune de San.	1	3	2	Il a un avenant qui a été signé et le reste sera réalisé pendant cette période. Les deux autres marrent étaient déjà empoissonnés par d'autres partenaires
Nombre d'étangs piscicoles empoissonnés dans la commune de San.	6	1	1	Réalisation 100%
Nombre d'étangs piscicoles empoissonnés dans la commune du Mandé.	1	1	1	Réalisation 100%
Nombre d'organisations de pisciculteurs dotées en matériels de pisciculture dans la commune de San.	25	4	4	Réalisation 100%
Nombre d'organisations de pisciculteurs dotées en matériels de pisciculture dans la commune du Mandé.	1	1	1	Réalisation 100%
Produit Attendu 3.1. Diversification des activités génératrices de revenus dans les communautés vulnérables				
Nombre d'étangs piscicoles créés dans la commune de San.	6	1	1	Réalisation 100%
Nombre d'étangs piscicoles créés dans la commune du Mandé.	1	1	1	Réalisation 100%
nombre de périmètres maraichers aménagés dans la commune de San.	2	1	1	Réalisation 100%

nombre de périmètres maraîchers aménagés dans la commune du Mandé.	4	2	2	1 périmètre maraîcher de 2ha. C'était 2 périmètres d'1 ha chacun qui était prévus
Nombre de périmètres maraîchers aménagés dans la commune de Kèmè-Kafo	2	2	2	Réalisation 100%
Nombre d'infrastructures hydro-agricole réalisées dans la commune du Mandé	2	1	1	Réalisation 100%
Nombre de producteurs de banane formés en techniques de commercialisation dans la commune de Kèmè-Kafo	20	100	100	Réalisation 100%

Sur les 33 indicateurs de performance ci-dessus, 24 sont en vert et donc entièrement atteints, et les 9 indicateurs en jaune ne le sont que partiellement.

c. Défis, leçons et opportunités

Il n'y a pas eu de difficultés majeures sauf les travaux d'entretien et de renforcement des systèmes d'irrigation dans les deux périmètres maraîchers de la commune de Kèmè-Kafo.

Plusieurs missions de suivi-évaluation conjointes du comité de pilotage, et du PAM, ont été effectuées.

La leçon apprise est que la matérialisation (document d'affectation légal) de toute terre appartenant à la communauté avant sa mise en valeur, l'appropriation des actifs réalisés par les communautés bénéficiaires, l'engagement des communautés plus précisément les femmes et les jeunes, est indispensable pour la réussite des activités.

d. Recommandations

Le prochain rapport annuel devra indiquer comment les activités planifiées sur le premier trimestre de 2022 ont été réalisées et soumettre une actualisation des indicateurs de résultats. Il serait bon d'avoir une appréciation qualitative sur la manière dont le projet a contribué à améliorer la situation des bénéficiaires à travers des différents produits.

3. Projet de Développement Agro-Sylvio-Pastoral au profit des femmes et des jeunes au Nord du Mali (PDASP)

Organisation participante des NU	FAO
Durée	36 mois
Montant	809 622 USD
Partenaires de mise en œuvre	AHDM (Association Humanitaire pour le Développement au Mali)
Zone d'intervention	Mopti et Tombouctou : communes de Youwarou, Soumpi et Dire

Date de démarrage :	4 avril 2019
Date de Clôture :	3 avril 2022
Objectif Spécifique du cadre de résultat FCM	Aider les ménages vulnérables dans la diversification des ressources alimentaires et des sources de revenu pour renforcer leur résilience socioéconomique et permettre un développement local inclusif
Objectifs spécifiques du projet :	<ul style="list-style-type: none"> • Lutter contre les effets des changements climatiques, améliorer la production agro-sylvio-pastorale pour renforcer les effets de la résilience contre les impacts négatifs des CC et juguler la précarité alimentaire et nutritionnelle des populations cibles.
Résultats attendus :	<ul style="list-style-type: none"> • Développement, au bénéfice des femmes, d'activités de valorisation de certains produits ligneux et de la filière boisement • Diversification des AGR dans les communautés vulnérables • Soutien aux activités de conservations, de commercialisation des produits de l'agriculture, e la foresterie et de l'aliment pour bétail

a. Résultats stratégiques et effets engendrés

390 personnes ont été formées dont 300 femmes sur différents sujets, et 169 femmes formées en 2021. Le taux d'exécution physique est d'environ 72%. La réalisation des activités a permis aux bénéficiaires d'augmenter significativement leur revenu. A travers les premières récoltes les femmes bénéficiaires du projet on put alimentaire leur caisse d'épargne, faire face aux dépenses des pannes survenues à une pièce des panneaux et contribuer à l'alimentation des enfants avec un apport nutritif à travers la disponibilité des légumes, feuilles et fruits dans le village.

b. Produits clés

Les résultats obtenus durant l'année 2021 sont :

Au compte du produit 4.1 :

- 96 000 plants ont été distribués aux bénéficiaires et ont été plantés
- 140 bénéficiaires (toutes des femmes représentant des ménages dont 89 sont âgées de moins de 40 ans) ont été formés en techniques de semis et de repiquage du bourgou.
- 70 femmes ont été formées en techniques de conservation et de commercialisation du bourgou
- Des repiquages de bourgou ont été réalisés
- Les équipements, matériels, plants et intrants ont été distribués aux bénéficiaires

Au compte du produit 4.2 :

- Supervision et aménagement de 6 périmètres maraîchers de 1 ha chacun mis à la disposition des bénéficiaires et formation de 180 femmes bénéficiaires sur les techniques de production maraîchère au niveau des six périmètres
- Des productions et vente de légumes (gombo, tomate, oignon, échalotte, etc.) ont été réalisées
- Deux entreprises ont été sélectionnées pour la réalisation des 3 PIV à Youwarou et Soumpi.
- 30 formatrices ont été formées sur les techniques de séchage et de conservation des légumes
- 90 producteurs/trices ont été formés/ées en technique de production de riz irrigué en novembre 2021

En ce qui concerne le produit 4.4 :

- Les plants d'Acacia Sénégal et Gliricidia sepium ont été plantés
- Les équipements et matériels de transformation de produits forestiers non ligneux ont été confectionnés et en attente de distribution aux bénéficiaires dont 300 femmes et 90 hommes réunis au sein de 6 coopératives
- En septembre 2021, 30 formatrices ont été formées sur les techniques de séchage et de conservation des légumes

Tableau des indicateurs de performance du projet

Indicateurs				
Intitulé de l'indicateur	Valeur de référence	Valeur cible	Valeur atteinte	Raisons d'éventuel (s) écart (s)
Produit 4.1 : développement, au bénéfice des femmes, d'activités de valorisation de certains produits ligneux et de la filière reboisement				
Ind. 4.1.1. Nombre d'exploitantes formées en restauration/reboisement	170 F	360 F2	169 F	La formation se poursuit : taux de réalisation de 47%
Ind. 4.1.2. Nombre de plants/semences plantées d'espèces locales adaptées	7 000	151 000	96 000	Les plants ont été distribués aux bénéficiaires et ont été plantés. Un dispositif pour l'évaluation du taux de survie est en train d'être mis en place. La poursuite des activités est prévue pour l'hivernage 2022.
Ind. 4.1.3 Nombre de femmes formées en repiquage du bourgou	90	100	140	100 du cercle de Youwarou et 40 de Niafouké – réalisation 140%
Ind. 4.1.4 Nombre d'hectares ensemencés en bourgou	100	180	00	L'ONG HDM a identifié les sites et le repiquage, la formation a eu lieu, le repiquage est prévu pour le début de l'hivernage. Le problème sécuritaire a empêché les travaux d'ensemencement sur les sites.
Ind 4.1.5.				

Nombre de productrices qui commercialisent le bourgou	40 F	100 F	110 F	Réalisation 110%
Produit 4.2 : Diversification des activités génératrices de revenus dans les communautés vulnérables				
Ind. 4.2.1. Nombre de périmètres maraîchers mis en place après médiation sociale avec les leaders locaux	10	6	6	Réalisation 100%
Ind. 4.2.2. Nombre de femmes formées sur les techniques de maraîchage	240	180	180	Réalisation 100%
Ind. 4.2.3. Nombre de périmètres irrigués réhabilités	37 ha	90 ha	00	2 entreprises ont été sélectionnées pour la réalisation des 3 PIV. Compte tenu de l'inaccessibilité de la zone suite à la montée deux eaux, la reprise des travaux est prévue pour février 2022. Un délai de mise en œuvre a été adressé au FCM sans coût additionnel.
Produit 4.4 : Soutien aux activités de conservation, de commercialisation des produits de l'élevage, de l'agriculture et des forêts				
Ind. 4.4.1 Nombre de femmes formées sur la conservation et la commercialisation des produits	50	30	30	Réalisation 100%
Ind. 4.4.2. Nombre de productrices équipées en matériel	35	65	65	Réalisation 100%. Les équipements et matériels se trouvent à Mopti en attendant un moment propice pour leur acheminement compte tenu de la situation sécuritaire

Sur les dix indicateurs de performance, six sont entièrement réalisés en vert, et quatre le sont partiellement, en jaune.

c. Défis, leçons et opportunités

La situation sécuritaire dans la zone d'intervention engendre un coût supplémentaire dans la mise en œuvre des activités du projet. Celle-ci risque de perturber encore l'ensemble des activités du projet, pour cela il sera judicieux de délocaliser les lieux de formations à un endroit moins exposé à l'insécurité. Avec la dégradation de la situation sécuritaire, les groupes armés empêchent les agents de terrain d'utiliser les GPS.

Parmi les leçons apprises, on retiendra l'amélioration des habitudes alimentaires à travers l'accès aux légumes pendant toute l'année, et aussi l'augmentation des revenus des femmes et de jeunes qui permet une contribution à la prise en charge des dépenses scolaires, soins de santé des enfants et aux dépenses des ménages.

d. Recommandations

Il est important de tenir compte de l'augmentation des coûts liés à la situation sécuritaire, et il faut essayer au maximum de traiter avec les entreprises locales. Il n'a pas été clairement expliqué si les formations ont pu être délocalisées en raison de l'insécurité.

4. Projet de Développement et de Diversification des Moyens de Subsistance Stables et Résilients aux Changements Climatiques (PDDMSSRCC)

Organisation participante des NU	FAO
Durée	36 mois
Montant	941 662 USD
Partenaires de mise en œuvre	Consortium ADICO/AJDI/GAAS-Mali
Zone d'intervention	Mopti et Ségou, Cercles de Bandiagara et Barouéli
Date de démarrage :	4 avril 2019
Date de Clôture :	3 avril 2022
Objectif Spécifique du cadre de résultat FCM	Aider les ménages vulnérables dans la diversification des ressources alimentaires et des sources de revenu pour renforcer leur résilience socioéconomique et permettre un développement local inclusif
Objectifs spécifiques du projet :	<ul style="list-style-type: none"> • Restauration des terres agricoles dégradées • Mise à disposition de semences améliorées • Mise en place d'une gestion concertée des ressources pastorales • Croissance durable de la production piscicole
Résultats attendus :	<p>1.1. Les ressources naturelles sont mieux protégées et gérées</p> <p>1.2. Des conventions locales de gestion des ressources naturelles sont élaborées et appliquées</p> <p>2.1. Les productions agro-pastorales sont améliorées</p> <p>2.2. Des documents de référence de gestion des espaces pastoraux et mécanismes de résolution de conflit sont élaborés et appliqués</p> <p>3.1. La production piscicole est améliorée</p>

a. Résultats stratégiques et effets engendrés

- Les réalisations du projet ont à ce jour touché directement ou indirectement :
 - ✓ Au moins 2430 producteurs/trices dont 30% de femmes organisées en groupements ou non, sont bénéficiaires directs des activités
 - ✓ Au moins 150 pisciculteurs/trices dont 45 femmes bénéficieront d'accompagnement technique et organisationnel
 - ✓ 1500 productrices maraîchères

- ✓ Les actions de renforcement de la capacité des pisciculteurs et la construction de l'écloserie permettent d'augmenter la productivité des cages flottantes et des mares.
- ✓ La réalisation des travaux de fonçage de puits maraîchers équipés des panneaux et de pompes solaires va permettre d'éviter le tarissement des puits et améliorer la productivité ;
- ✓ L'utilisation des fumures organiques s'est traduite par la réduction des coûts de production, une augmentation de la qualité des produits, et une gestion plus durable des terres.

Pour la période du rapport, les principales réalisations ont atteint un degré d'avancement physique de près de 97%, selon les détails suivants :

- Le suivi du chantier des travaux de la construction et l'équipement de l'écloserie d'alevins;
- Le suivi de la relance des activités de la pisciculture par la formation de plus 25 pisciculteurs/trices, des services techniques, des agents du projet et des stagiaires sur la gestion des cages flottantes, des mares et des bassins piscicoles ;
- Le suivi des travaux de fonçage des puits maraîchers équipés des panneaux et des systèmes de pompes solaires, dans les périmètres agroforestiers ;
- Le suivi des maraîchères sur l'application des itinéraires techniques de production pour une agriculture résiliente aux changements climatiques ;
- Le suivi de la production du compost notamment sur les techniques de remplissage des fosses compostières après avoir été vidées de leurs composts mûrs.
- Les suivis des producteurs/trices sur l'itinéraire technique de la production et conservation des semences améliorées adaptées à la zone d'intervention du projet ;
- La réalisation des mesures de Conservation des Eaux des Sols (CES) et Défense
- Restauration des Sols (DRS) ;
- Visites d'échange d'expérience organisées à l'intention des bénéficiaires/pisciculteurs à la Ferme piscicole de monsieur Boubacar Diallo à Baguinéda (Tanima) et son unité de fabrication d'aliments poissons flottants sise à Dièkènina (Baguineda)

b. Produits clés

- L'augmentation de la production piscicole de 562 kg à 1716 g de la zone d'intervention projet, soit un taux de 57,2% de réalisation.
- Le suivi de l'application des conventions locales de gestion des ressources naturelles a permis au niveau de la zone d'intervention du projet de sécuriser les champs de cases, des animaux en divagation contre le vol, de diminuer les tensions et/ou conflits entre éleveurs et agriculteurs et d'alimenter les caisses des villages et de la mairie grâce aux taxes perçues pour la gestion de la fourrière.
- La mise en place de 78480,4 mètres linéaires de cordons pierreux sur 83436 mètres linéaires prévus pour le projet est consécutif à l'insécurité dans les communes de Borko et Daganí.

Tableau des indicateurs de performance du projet

Indicateurs				
Intitulé de l'indicateur	Valeur de référence	Valeur cible	Valeur atteinte	Raisons d'éventuel (s) écart (s)
Produit 1.1 : restauration des terres agricoles dégradées				
Nombre d'ha de terre dégradées restaurées à travers les techniques de DRS/CES	2843,5	6000	5447,67	L'activité n'a pu se réaliser dans les communes de Borko et Dogani en raison de l'insécurité
Nombre de producteurs ayant accès à des semences améliorées	2 800	4 500	4 746 dont 622 F	Réalisation 105%
Accroissement de la productivité agricole (ton/ha)	750 Niébé 650 mil 800 maïs 900 arachide 25 échalote	800 niébé 750 mil 900 maïs 1 t arachide 30 échalote	810 niébé 787 mil 1300 maïs 1100 arachide 31 échalote	Entièrement réalisé
Quantité de poissons produite durant la période du projet	565 kg	3000	1716 kg	Quantité récoltée de 5 cages flottantes, Koronindo pas encore récoltée
Nombre de mètres linéaires de cordons pierreux de terrassements et de bande enherbées	63436	87436	78680,4	L'activité n'a pu se dérouler normalement dans les communes de Borko et Dogani
Nombre de source d'eau naturelle protégée	1	14 sites	00	La persistance de l'insécurité a empêché la réalisation de l'activité dans Borko
Nombre d'ha récupérés par la défense et restauration des sols	919,87	1239,8 ha	1246,32 ha	Entièrement réalisé
Nombre d'ha de légumineuses avec fumure animale	130,60	375 dont 30 par F	611,2 dont 110,9 par F	Réalisation 163%
Nombre de producteurs formés sur les techniques de restauration des terres agricoles	2800	4600 dont 180 F	4600 dont 180 F	Entièrement réalisé
Nombre de comités villageois équipés en matériels de restauration des terres agricoles dégradées	111	171	171	Entièrement réalisé
Produit 3.2 : Mise à disposition de semences améliorées				
Nombre de producteurs semenciers formés	200	260 dont 18 F	260 dont 18 F	Réalisation 100%
Type de semences améliorées résilientes et accessibles et	1	4	10	Réalisation 250%

distribuées aux producteurs ruraux				
Nombre de villages d'encadrés dotés en pluviomètre permettant une meilleure gestion des calendriers agricoles	1	60	60	Entièrement réalisé
Nombre de producteurs semenciers villageois formés sur les techniques de production et conservation des semences améliorées	5	60 dont 18 F	60 dont 18 F	Entièrement réalisé
Nombre de producteurs formés sur les thématiques du projet	180	300 dont 90 F	300 dont 90 F	Entièrement réalisé
Nombre de femmes pratiquant l'agroforesterie	75	135	150	Réalisation 111%
Produit 3.4 : Mise en place d'une gestion concertée des ressources pastorales				
Nombre de nouvelles conventions locales de gestion des ressources naturelles et pastorales	3	6	4	Persistance de l'insécurité dans les communes de Borko et Dogani
Nombre de convention de gestion à redynamiser dans les communes cibles	3	3	3	Entièrement réalisés
Nombre de schémas directeurs des espaces pastoraux	0	6	4	Persistance de l'insécurité dans les communes de Borko et Dogani
Nombre de systèmes communaux de surveillance des maladies	0	6	4	Persistance de l'insécurité dans les communes de Borko et Dogani
Nombre de membres de comité villageois formés sur la surveillance des maladies animales	0	180 dont 60 F	00	La formation est programmée pour le prochain trimestre
Produit 3.5. Accroissement durable de la production piscicole				
Nombre de cages flottantes, bacs hors sols piscicoles, installés dans les communes cibles	2	7	7	Entièrement réalisés
Nombre de mares empoissonnées	3	8	5	Insuffisance des alevins suite à la hausse des prix des alevins
Nombre de producteurs/trices formés en technique d'empoissonnement et préparation d'aliment de poisson	15	150 dont 45 F	150 dont 45 F	Entièrement réalisés
Nombre d'écloserie pour la production locale d'alevins installée	0	1	1	Entièrement réalisé*
Nombre de sites appuyés en alevins	3	13 dont 5 cases	9	L'appui des autres mares se fera avec le fonctionnement de l'écloserie

*selon les défis ci-dessous il semble que l'écloserie ne soit pas installée, ce qui est contraire aux indicateurs de performance ci-dessus

Au total le projet a obtenu 16 indicateurs verts (entièrement réalisés) et dix indicateurs jaunes (partiellement réalisé).

c. Défis, leçons et opportunités

- L'installation et l'équipement d'une écloserie d'alevins de qualité n'a pu avoir lieu.
- L'aménagement et l'équipement des puits maraîchers en système de pompage solaire dans le cercle de Barouéli, ont pris du retard en raison du montant du budget prévisionnel faible des activités.

Leçons apprises

- Les semences fournies aux producteurs répondent aux besoins pour faire face aux aléas du changement climatique dans la zone.
- La parfaite disponibilité des services techniques à différents niveaux, et l'accompagnement des autorités administratives et communales sont des facteurs déterminants de renforcement de la complémentarité recherchée.
- Les solutions proposées pour l'adaptation au changement climatique dans la zone répondent mieux aux besoins des communautés en quêtes de solutions durables au phénomène.
- La levée du mythe à la faveur de la culture d'échalote et d'oignon à Bassialadougou comme dans beaucoup d'autres villages d'intervention du projet, parce que selon les dits traditionnels ces spéculations rendaient malheureux son producteur (trices). C'est grâce au projet fond climat, cette conception est devenue un mauvais souvenir pour cette population, une femme courageuse, accompagnée par son mari ont cultivé l'oignon et l'échalote et ont tiré beaucoup de profits sans être victimes de quoi que ce soit, c'est ainsi que toutes les femmes du village sont désormais tournées vers la culture d'oignon au point que le périmètre est devenu insuffisant pour les femmes du village. Le mari de cette brave femme avait promis de mourir pour que la culture d'oignon et d'échalote continue dans ce village et Dieu merci il y a plus de peur que de mal.

Bonnes pratiques

- L'introduction des cages flottantes dans la pratique de la pisciculture dans la zone d'intervention du projet ;
- l'installation et l'équipement d'écloserie d'alevins de qualité à Konobougou ;
- l'élaboration des schémas directeurs des espaces pastoraux et de gestion des conflits dans la zone d'intervention du projet ;
- L'introduction aussi de la culture de pomme de terre et l'échalote hivernale dans la zone d'intervention du projet ;
- L'installation des banques alimentaires dans les périmètres agroforestiers des femmes est une innovation dans les pratiques agricoles des femmes rurales. Cette banque permet de rendre disponible à tout moment les feuilles de Moringa et de baobab pour les besoins alimentaires du ménage.

d. Recommandations

Il ne ressort pas clairement du rapport comment le projet a dû et/ou a su adapter la programmation aux conditions précaires de sécurité.

5. Projet de Renforcement de la Résilience du Système Educatif comme alternative de prévention et de lutte contre les changements climatique (PRRSE)

Organisation participante des NU	UNESCO
Durée	36 mois
Montant	998 973 USD
Partenaires de mise en œuvre	ONGs YAGTU, IWENE, COSC-EPT
Zone d'intervention	Bandiagara, Bankass, Kati, Kita, Kolokani et district de Bamako
Date de démarrage :	1 ^{er} mai 2019
Date de Clôture :	1 ^{er} mai 2022
Objectif Spécifique du cadre de résultat FCM	Non indiqué. Objectif global du projet : Promouvoir la prévention et la lutte contre le changement climatique à travers l'éducation formelle et non formelle dans la zone cible du projet à l'horizon 2030
Objectifs spécifiques du projet :	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la place et le rôle de 100 structures scolaires du formel et du non formel dans la prévention et la lutte contre les changements climatiques • Vulgariser les techniques et technologies de protection et restauration des sols et renforcer les capacités de 100 structures éducatives dans leur application • Favoriser la mise à disposition de 250 tonnes initiales de semences améliorées aux apprenants et membres des organes de gestions des structures à travers la mise en place d'un mécanisme communautaire d'approvisionnement
Résultats attendus :	<p>Pour l'OS1, étude d'analyse situationnelle réalisée ; Les curricula du fondamental 1 et 2 sont revus et corrigés afin de prendre en compte l'éducation à la prévention et à la lutte contre les CC ; 500 acteurs sont renforcés sur cette éducation ; 100 plans d'actions de structures scolaires financés pour généraliser l'éducation à la prévention et à la lutte contre les CC</p> <p>Pour l'OS2, 100 ha de terres sont restaurés à travers les techniques adaptées, 5 400 tonnes de fumure organique ou compost produits, 1 ha de bosquet scolaire est planté dans chacune de 100 écoles cibles</p> <p>Pour l'OS3, 200 tonnes de semences améliorées sont mises à la disposition de 100 membres des organes de gestion des structures</p>

a. Résultats stratégiques et effets engendrés

Les activités prévues ont été mises en œuvre à hauteur de 96% environ.

Par rapport à l'objectif spécifique 1, on peut noter :

- La poursuite du processus de revue des curricula du fondamental 1 et 2 et de l'enseignement normal ;
- La formation de 136 formateurs nationaux, régionaux et locaux chargés de former les enseignants du fondamental 1 & 2 à l'utilisation des outils pédagogiques élaborés sur les thématiques en rapport avec les changements climatiques
- L'organisation de 406 séances d'animation et de sensibilisation des communautés villageoises ayant touché 23 756 personnes dont 9 160 femmes
- L'organisation de 50 conférences débats pour 1124 participants dont 267 femmes
- L'organisation de 25 conférences débats au niveau de établissements scolaires fondamentaux avec 500 élèves dont 250 filles
- La diffusion de 10 messages et émission radiophoniques pour quelques 50 000 bénéficiaires indirects
- La publication d'images et vidéos sur les réseaux sociaux pour plus de 3205 personnes
- La confection de 900 T-shirt and 15 banderoles
- La formation de 251 personnes dont 15 femmes membres de organes de gestion des structures du formel et du non formel
- Appui à l'élaboration de 100 plans d'action au niveau des structures scolaires

Par rapport à l'objectif spécifique 2

- La production de 1 637 tonnes de fumure organique par les membres des organes de gestion des 100 structures éducatives, dont 68 femmes
- Réalisation de quatre périmètres maraichers équipés d'ouvrages hydrauliques dans les cercles de Bankass, Kati et Kita.
- La négociation de sites pour la réalisation de 100 bosquets scolaires suivi de l'achat et la mise à disposition de 15 000 plants dans le cadre de l'appui aux campagnes de reboisement

Par rapport à l'objectif spécifique 3

- Achat et mise à disposition de 50 tonnes de semences améliorées et adaptées (niébé, maïs, mil, sorgho, pommes de terre) aux bénéficiaires des 100 organes de gestion des structures du formel et du non formel
- La mise en place de deux mécanismes communautaires pour la pérennisation du système d'approvisionnement en semences améliorées sous forme revolving : les remboursements en nature (100%) des quantités de semences reçues servent à doter la vague des nouveaux bénéficiaires, et cela d'une campagne à l'autre.

b. Produits clés

Les résultats atteints au cours de cette année 2021 sont entre autres :

- L'élaboration et la validation des outils pédagogiques a tenue de 2 ateliers (module et guide) de formation des enseignants du fondamental (1 & 2) à la Prévention et à la

lutte contre les changements climatiques dans le cadre du processus de révision des curricula par la DNP ;

- 136 formateurs des enseignants du fondamental I & II ont reçu la formation de formateurs au niveau national et régional ;
- La tenue de 312 séances d’animation et de sensibilisation des communautés villageoises autour des thématiques en lien avec leur résilience face aux effets néfastes des changements climatiques par les 4 agents de développement communautaires ayant touché 15 693 personnes dont 5 821 femmes,
- L’organisation de 25 conférences débats au niveau des établissements scolaires fondamentaux dans les localités de Bandiagara, Bankass, Kati, Kita et Kolokani avec 500 élèves dont 250 filles sur la prévention et à la lutte contre les effets liés aux changements climatiques avec plantation de 100 pieds d’arbres de 20 espèces,
- L’organisation de 38 Conférences débats sur les mesures d’adaptation et ou d’atténuation des effets liés aux changements climatiques avec les représentants des CGS, AME, APE, des élèves, élus politiques et leaders communautaires pour 779 participants dont 170 Femmes,
- La production de 615 tonnes de fumure organique par les membres des organes de gestion des structures éducatives à travers l’encadrement des ONG à la base,
- La formation de 5846 personnes dont 2 666 Femmes sur les techniques de compostage et des cordons pierreux, fascines ;
- L’achat de 2250 plants dans le cadre de l’appui aux campagnes de reboisement et la restauration des terres dégradées par l’ONG YA-G-TU,
- La production de 11460 kg d’Echalote et de 8691 kg de Pomme de terre par les 554 personnes des 20 structures scolaires bénéficiaires des 5000kg de pomme de terre et 10000kg d’échalote mises dans la zone YA-G-TU,
- La production de 8915 kg de Niébé et 8681 Kg d’arachide,

Tableau des indicateurs de performance du projet

Indicateurs				
Intitulé de l'indicateur	Valeur de référence	Valeur cible	Valeur atteinte	Raisons d'éventuel (s) écart (s)
Produit 1.1 : Renforcer la place et le rôle de 100 structures scolaires du formel et du non formel dans la prévention et la lutte contre les changements climatiques				
Nombre d'acteurs éducatifs formés sur l'éducation à la prévention et à la lutte con les CC	0	500	879	Réalisation 176%
Nombre de curricula d'éducation prenant en compte la thématique du CC	0	2	2	Entièrement réalisé
Niveau de connaissance des acteurs éducatifs sur la thématique du CC	0	10000	15 693	réalisation 1569%
Produit 1.2 : Plan d'action annuel de sensibilisation/information CC mis en place touchant différents acteurs des secteurs/régions				

Nombre de plans d'action des acteurs éducatifs qui prennent en compte la prévention et la lutte con le CC	0	100	100	Réalisation 100%
Nombre de leçons modèles dispensées sur la prévention et la lutte contre le CC	24	2000	2000	Réalisation 100%
Nombre de conférences organisées en direction des acteurs éducatifs	2	100	75	Contexte sécuritaire ayant occasionné la fermeture de plusieurs classes
Nombre de support pédagogiques de communication sur la thématique dans les écoles	399	1000	1349	Réalisation 135%
Nombre de campagne de communication sur les enjeux et défis liés au CC	12	3	3	Réalisation 100%
Nombre de textes diffusés relatifs au CC	4	15	15	Activités en cours avec un consultant
Produit 1.3 : Renforcement des capacités destiné au personnel des ministères sectoriels pour comprendre le CC				
Nombre de curricula prenant en compte la thématique du CC de l'éducation formelle	0	2	2	Réalisation 100%
Nombre de ressources humaines des ministères sectoriels formés sur le CC	26	25	86	Réalisation 344%. Fort engagement du ministère de l'Éducation nationale via la DNP.
Nombre de formateurs régionaux et locaux	4	45	135	Réalisation 302%, grâce à l'engagement de la DNP
Nombre d'acteurs formés sur la prévention et la lutte contre le CC	0	500	1125	Réalisation 225%. Large intérêt et adhésion
Produit 2.2 : Promotion de plans d'eau de surface et d'ouvrages de captage d'eau de surface				
Nombre de jardins maraîchers réalisés pour les AME ; APE	0	4	4	Entièrement réalisé.
Nombre de jardins maraîchers scolaires	0	4	4	Entièrement réalisé
Nombre de mares désensablées	0	5	3	A la demande des communautés, pour les deux mares contenant de l'eau les travaux sont prévus pour mars-avril 2022
Nombre d'ha de terres dégradées restaurées	0	100	125	Réalisation 125%
Nombre de séances de démonstration sur les techniques de restauration et de régénération des sols	77	200	232	Réalisation 116%
Nombre de bosquets scolaires dans les écoles formelles et non formelles	0	100	100	Entièrement réalisé
Nombre d'arbres plantés	0	15 000	15 000	Entièrement réalisé mais mal planifié

Quantité de fumure produite	0	5400	1637	Activité en cours
Nombre de visites d'échange d'expériences sur la thématique CC	8	2	0	Planifié pour 2022
Produit 3.2. : mise à disposition de semences améliorées				
Quantité de semences améliorées et adaptées mises à la disposition des acteurs éducatifs, tonnes	0	200	74,5	Le coût unitaire a été sous-estimé dans le document du projet – une demande de révision a été adressée au FCM
Nombre de mécanisme communautaire d'approvisionnement en semences mis en place et fonctionnel	0	2	2	Entièrement réalisé

Au total le projet bénéficie de 19 indicateurs verts (entièrement réalisés) et de cinq indicateurs en jaune (partiellement réalisé).

c. Défis, leçons et opportunités

La dégradation de la situation sécuritaire à laquelle s'ajoute le contexte sanitaire lié au COVID-19 se manifeste par les affrontements inter-ethniques dans les cercles de Bandiagara et Bankass et des attaques perpétrées par des bandits armés dans la réserve de Baoulé. Cela a ralenti les activités dans les deux zones du projet.

Leçons apprises :

Les acteurs trouvent tous que l'introduction des thématiques sur les changements climatiques dans l'éducation favorisera une prise de conscience et aboutira à un changement de comportement.

Par ailleurs, le recrutement des agents de mise en œuvre du projet par les ONGS partenaires au niveau local a été une stratégie de mitigation des risques et des difficultés. La concertation permanente avec les partenaires d'exécution permet une meilleure mitigation des risques, et le renforcement des capacités des ONGS partenaires par l'UNESCO est déterminant pour la qualité des livrables et le respect des délais de soumission.

Témoignage de la présidente des femmes du village de Soban (Bankass)

L'arrivée du projet a été salubre pour toute la population de Soban hommes et femmes et même enfants. L'adduction d'eau que nous avons reçue est très bien. Nous allons pouvoir mieux pratiquer le maraîchage et avoir de l'eau potable à boire. Il y aura aussi une réduction des mouvements de nos jeunes qui vont en exode faute d'activités génératrices de revenu. Puisse Dieu nous bénir et nous permettre de nous entendre pour aller de l'avant. Merci aux acteurs du projet au nom de toutes les femmes de Soban.

d. Recommandations

Il faudra savoir si la révision du coût de semences adressée au FCM a été acceptée.

6. Appui au Secrétariat Technique du FCM

Organisation participante des NU	PNUD
Durée	Cinq ans
Montant	USD 3 136 546
Partenaires de mise en œuvre	N/A
Zone d'intervention	N/A
Date de démarrage :	Mai 2021
Date de Clôture :	30 avril 2025
Objectif Spécifique du cadre de résultat FCM	Assurer les frais de fonctionnement du Secrétariat Technique et du Comité de Pilotage du FCM
<i>Objectifs spécifiques du projet :</i>	Assurer le fonctionnement du Secrétariat Technique, la tenue des réunions du Comité de Pilotage, de la communication externe du Fonds. Assurer le lancement d'un appel à propositions de projets et session de renforcement des capacités des proposants potentiels ; Assurer l'analyse des projets financés, ainsi que leur coordination et suivi sur le terrain Elaboration du rapport annuel du Fonds Climat
Résultats attendus :	<ul style="list-style-type: none"> • Tenue des réunions du Comité de Pilotage et compte rendus • Renforcement des capacités techniques du ST en logiciels informatiques • Analyse des projets soumis au financement du FCM • Coordination, suivi et évaluation des projets sur le terrain • La communication autour des activités du FCM

Le document de projet indique que la structure du ST-FCM comprend six personnes :

1 Coordinatrice, 1 expert en analyses de projets et de programmes, 1 expert en suivi et évaluation, 1 expert en contrôle et suivi-vérification-reporting, 1 expert chargé de la communication externe, et un assistant administratif et financier.

Selon le rapport narratif annuel 2021 du ST-FCM, l'expert en analyse de projets et programmes a quitté son poste en septembre 2021, alors que l'AEDD a mis à disposition un expert en communication externe en avril 2021. Il n'est pas clair si le reste des postes sont déjà pourvus ou le ST doit encore recruter de nouvelles ressources humaines.

Malgré les difficultés liées à l'obtention des coûts directs pour financer les activités du ST-FCM, les projets en cours ont tous fait l'objet d'au moins une visite de supervision.

4. Sommaire Financier 2021

INTRODUCTION

Ce rapport annuel financier consolidé du Fonds Climat Mali est préparé par le Programme de Développement des Nations Unies (PNUD) Bureau des Fonds Multipartenaires (MPTF) en exécution de ses obligations comme Agent Administratif, selon les termes de référence (TdR), le Protocole d'Entente (MOU) signé entre le Bureau PNUD MPTF et les Organisations Participantes, et l'Arrangement Administratif Standard (SAA) signé avec les contributeurs.

Le Bureau MPTF, en sa qualité d'Agent Administratif, est responsable de la conclusion des MOU avec les Organisations Participantes et des SAAs avec les contributeurs. Il reçoit, administre et gère les contributions, et débourse les fonds aux Organisations Participantes.

L'Agent Administratif prépare et soumet les rapports annuels financiers consolidés, ainsi que les extraits financiers réguliers, pour transmission auprès des contributeurs.

Ce rapport financier consolidé couvre la période du 1 janvier au 31 décembre 2021 et apporte les informations financières sur le progrès réalisé dans la mise en œuvre des projets du Fonds Climat Mali. Il est posté sur le site MPTF Office GATEWAY (<http://mptf.undp.org/factsheet/fund/3ML00>).

L'information financière du rapport est en Dollars Américains et en raison de l'arrondissement des chiffres, les totaux peuvent ne pas s'additionner.

Performance financière 2021

Ce chapitre présente les données et les analyses sur le total des contributions reçues par le Fonds Climat Mali (FCM) en utilisant la modalité de financement relai au 31 décembre 2021. Les informations financières relatives à ce fonds sont également disponibles sur le portail du Bureau des fonds multipartenaires (Gateway) à l'adresse suivante :

<http://beta.mptf.undp.org/factsheet/fund/3ML00>.

4.1. Sources, utilisation et solde des fonds

Au 31 décembre 2020, **2** contributeurs ont déposé **28,170,268** dollars américains en contribution et **782,814** dollars américains d'intérêts ont été perçus, élevant le montant total des contributions reçues à **28,953,083 dollars américains**.

Sur ce montant, **28,215,582** dollars américains ont été transférés à **6** organisations participantes dont **12,906,839** dollars américains ont été déclarés comme dépensés. Les frais de l'Agent administratif ont été facturés au taux approuvé de 1 % des dépôts et s'élèvent à **281,703** dollars américains. Le tableau 1 fournit un aperçu global des sources, des utilisations et du solde des fonds du **Fonds Climat Mali** au 31 décembre 2021.

Tableau 1. Aperçu de la situation financière au 31 décembre 2021 (en dollars américains)

	Dépôts antérieurs au 31-12- 2020	Année 2021	Total cumulé
Sources des fonds			
Contributions brutes des bailleurs	00	00	28,170,268
Sous-total Contributions	00	00	28,170,268
Revenu des intérêts et placements perçus par le fonds	185,314	33,514	758,678
Revenu des intérêts reçus des organisations participantes	00	24,136	24,136-
Total : sources des fonds	185,314	57,650	29,953,083
Utilisation des fonds			
Transfert aux organisations participantes	00	15,898,253	26,871,137
Remboursements reçus des organisations participantes	00	(43,327)	(268,228)
Montant net financé aux organisations participantes	00	15,854,926	26,602,909
Frais de l'Agent administratif	00	00	281,703
Coûts directs (Comité de pilotage, Secrétariat, etc.)	00	537,306	1,612,674
Frais bancaires	492	306	2,449
Autres dépenses	-		-
Total : utilisation des fonds	492	16,392,538	28,499,734
Variation du solde des fonds disponibles auprès de l'Agent administratif	184,821	(16,334,887)	453,349
Solde d'ouverture du fonds (1 ^{er} janvier)	16,603,415	16,788,236	-
Solde de clôture du fonds (31 décembre)	16,788,236	453,349	453,349
Montant net financé aux organisations participantes	00	16,392,231	28,215,582
Dépenses des organisations participantes	2,720,373	2,758,189-	12,906,839
Solde des fonds disponibles auprès des organisations participantes	(2,720,373)	13,634,042	15,308,744

4.2. Contribution des partenaires

Le tableau 2 présente les données sur les contributions cumulées reçues de tous les contributeurs au Fonds à la date du 31 décembre 2021.

Le Fonds Climat Mali est actuellement financé par 2 contributeurs, selon le tableau ci-dessous.

Le tableau qui suit inclut les engagements au 31 décembre 2021 à travers la signature des Accords Types Administratifs, et les dépôts effectués durant 2021. Il n'inclut pas les engagements envers le Fonds postérieurement à 2021.

Tableau 2 : Engagement et dépôts des contributeurs, au 31 décembre 2021 (en dollars américains)

Contributeurs	Total Engagements	Années antérieures au 31-Dec-2019 Dépôts	Année en cours Jan-Dec-2020 Dépôts	Total Dépôts
Gouvernement de la Norvège	15,242,658	10,430,575	-	10,430,575
Coopération Internationale pour le développement de la Suède (SIDA)	17,739,693	17,739,693	-	17,739,693
Total Général	32,982,351	28,170,268	-	28,170,268

4.3. Intérêts perçus

Les intérêts sont perçus de deux manières : 1) sur le solde des fonds détenus par l'Agent administratif (les « intérêts perçus par le fonds ») et 2) sur le solde des fonds détenus par les organisations participantes (les « intérêts perçus par les organisations ») lorsque leurs règlement financier et règles de gestion financière autorisent le reversement d'intérêts à l'Agent administratif. Au 31 décembre **2021**, les intérêts perçus par le fonds s'élèvent à **758,678** dollars américains. Les intérêts perçus des Agences Participantes totalisent **24,136** dollars américains, ce qui porte le total cumulé des intérêts à **782,814** dollars américains.

Tableau 3. Sources des intérêts et placements perçus, au 31 décembre 2021 (en dollars américains)

Intérêts	Années antérieures au 31 déc. 2020	Année en cours janv. à déc. 2021	Total
Agent administratif			
Intérêts perçus par le fonds et placement perçu	725,164	33,514	758,678
Total : intérêts perçus par le fonds	725,164	33,514	758,678
Organisation participante			
FAO	00	24,136	24,136
Total : intérêts perçus par les organisations	00	24,136	24,136
Total Général	725,164	57,650	782,814

4.4. Transferts de fonds

Les allocations aux Organisations Participantes sont approuvées par le Comité de Pilotage et déboursés par l'Agent Administratif. Au 31 décembre **2021**, l'Agent Administratif a transféré **26,871,137** dollars américains à **six** organisations participantes (voir la liste ci-dessous) :

4.4.1 Transferts aux organisations participantes

Le tableau 4 fournit des informations supplémentaires sur les remboursements reçus par le Bureau des fonds multipartenaires et sur le montant net financé à chaque organisation participante.

Tableau 4. Transfert, remboursement et montant net financé, par organisation participante, au 31 décembre 2021 (en dollars américains)

Organisations participantes	Années antérieures au 31 déc. 2020			Année en cours janv. à déc. 2021			Total		
	Transferts	Remb.	Montant net financé	Transferts	Remb.	Montant net financé	Transferts	Remb	Montant net financé
FAO	3,537,734		3,537,734	1,000,000	(43,327)	956,673	4,537,734	(43,327)	4,494,407
ONU Femmes	846,342	00	846,342	1,859,744	00	1,859,744	2,706,086	00	2,706,086
PNUD	2,789,835	(224,901)	2,564,934				2,789,835	(224,901)	2,564,934
UNESCO	998,973	00	998,973	8,573,585	00	8,573,585	9,572,558	00	9,572,558
UNICEF	1,000,000	00	1,000,000	1,851,682	00	1,851,682	2,851,682	00	2,851,682
PAM	1,800,000	00	1,800,000	2,613,242	00	2,613,242	4,413,242	00	4,413,242
Total	10,972,884	(224,901)	10,747,983	15,898,253	(43,327)	15,854,926	26,871,137	(268,228)	26,602,909

4.5. Dépenses et taux d'exécution

Toutes les dépenses finales durant l'année **2021** ont été communiquées par le Quartier Général de chaque Organisation Participante. Elles ont été consolidées par le Bureau MPTF.

Les dépenses des projets sont engagées et suivies par chaque Organisation Participante, et rapportées selon les catégories agréées de report harmonisé inter-agence. Les dépenses rapportées sont soumises par le biais de l'outil de rapport de dépenses en ligne du Bureau MPTF. Les informations relatives aux dépenses de 2021 sont postées sur le site web du Bureau MPTF GATEWAY : <http://mptf.undp.org/factsheet/fund/3ML00>.

4.5.1. Dépenses par Organisation Participante

En **2021**, **15,854,926** dollars américains étaient financés net aux organisations participantes, et **2,457,339** dollars américains étaient reportés comme étant dépensés.

Comme mentionné dans le tableau ci-dessous, le total cumulatif net financé s'élève à **26,602,909** dollars américains et les dépenses cumulées des Organisations Participantes sont de **11,608,090** dollars américains. Ceci correspond à un taux d'exécution global du Fonds de **43.63** pourcents.

Tableau 5. indiquant le Montant net approuvé, dépenses rapportées, et taux d'exécution par Organisation Participante au 31 décembre 2021 (en dollars américains)

Organisation Participante	Montant approuvé	Transfert net	Dépenses			Taux d'exécution %
			Jusqu'au 31-déc-2020	En cours Jan-Déc-2021	Cumulatif	
FAO	4,537,734	4,494,407	2,830,070	397,223	3,227,293	71.81
PNUD	2,789,835	2,564,934	2,562,617	181	2,562,798	99.92
UNESCO	10,572,323	9,572,558	323,517	1,162,095	1,485,612	15.52
UNICEF	2,851,682	2,851,682	1,000,000	402,677	1,402,677	49.19
ONU Femmes	3,697,653	2,706,086	846,342	119,116	965,458	35.68
PAM	4,413,242	4,413,242	1,588,205	376,047	1,964,252	44.51
Grand Total	28,862,469	26,602,909	9,150,751	2,457,339	11,608,090	43.63

4.5.2. Dépenses par projet

Le tableau 6 indique les montants nets financés, les dépenses rapportées et les taux d'exécution financière des organisations participantes.

Tableau 6 : Dépenses par projet, regroupé par pays (en dollars américains)

Pays / No de Project et Titre		Organisation Participante	Montant total approuvé	Montant Net financé	Dépenses totales	Taux d'exécution
Mali						
00091444	Restauration des Terres et Productivité Agricole (RTPA) - "La terre, notre avenir" (PAM)	WFP	800,000	800,000	800,000	100.00
00091445	Projet d'alimentation en eau potable par Energie solaire de communautés agro-pastorales dans les régions de Ségou, Tombouctou et Mopti (UNICEF)	UNICEF	1,000,000	1,000,000	1,000,000	100.00
00091467	Programme d'Appui à l'Agriculture durable et de résilience contre les changements climatiques a Yanfolila (PAADRCY) - UNDP	UNDP	878,000	653,099	653,099	100.00
00103749	Programme de Reduction des effets néfastes des Changements Climatiques dans le Delta Intérieur du Niger (P.R.E.N.C.C.)	UNDP	945,345	945,345	947,700	100.25
00104221	Programme de développement des capacités de production aquacole résiliente et durable adaptées aux changements climatiques et à la variabilité climatique au Mali	FAO	900,669	857,342	857,342	100.00

00104399	Climat et Energie au Mali (CEMALI)	UNWOMEN	846,342	846,342	846,342	100.00
00105708	(SECO) Appui à l'Amélioration de la Productivité Agricole, Animale, Piscicole pour la Réduction de la Vulnérabilité aux Changements Climatiques des Petits Exploitations Agricoles Familiales dans le Cercle de Kita	UNDP	966,490	966,490	961,999	99.54
00115316	Projet d'Appui au Renforcement des Capacités de Résilience des Populations de 3 Communes dont celle de San (Région de Ségou), de KEME-KAFO (Cercle de Dioïla, Région de Koulikoro), Commune du Mandé (Région de Koulikoro) à travers l'adoption de pratiques et technologies agropastorale et piscicole résilientes et l'accès aux technologies résilientes et durables de mobilisation, valorisation et protection des ressources en eau.	WFP	1,000,000	1,000,000	915,540	91.55
00115317	Projet de développement et de diversification des moyens de subsistances stables et résilients aux changements climatiques	FAO	941,662	941,662	815,603	86.61
00115318	Projet de Développement Agro-Sylvio-Pastoral au profit des femmes et des jeunes au Nord du Mali	FAO	809,622	809,622	711,572	87.89
00115319	Programme de renforcement de la résilience des systèmes agro-pastoraux du Diombougou	FAO	885,781	885,781	842,776	95.14
00116800	Projet de Renforcement de la Résilience du Système Educatif comme alternative de Prévention et de Lutte contre les Changements Climatiques présenté par l'UNESCO	UNESCO	998,973	998,973	858,013	85.89
00126535	Projet d'amélioration de l'accès à l'eau potable des communautés dans la région de Mopti par une source d'énergie photovoltaïque.	UNICEF	857,292	857,292	14,517	1.69
00126701	Appui à la maîtrise des eaux de surface et des eaux souterraines pour l'amélioration de la résilience des systèmes de productions agrosylvopastorales face aux changements climatiques	WFP	910,747	910,747	248,712	27.31
00127489	Projet d'Appui à l'amélioration des moyens d'existence durable d'atténuation et adaptation des Communautés de Pêche face aux changements climatiques (PACP)	UNWOMEN	976,861	976,861	62,812	6.43
00127491	Amélioration de la résilience des écosystèmes et des communautés dans les zones d'extrême vulnérabilité écologique et socioéconomique dans la région de Ségou	WFP	791,744	791,744	00	0.00
00127493	Projet d'appui à la création de capacités de résilience de la commune rurale de Bamba face aux défis du changement climatique	WFP	910,751	910,751	00	0.00

00127675	Projet d'appui à la sylviculture et à l'autonomisation agro économique et énergétique des femmes et des jeunes dans les communes rurales de Siby et de Bancoumana dans le cercle de Kati, région de Koulikoro (PARSAF)	UNESCO	856,144	856,144	24,534	2.87
00127676	Projet agro-sylo-pastorale et piscicoles intégré pour le renforcement de la résilience des populations et la restauration des écosystèmes dans les cercles de: Kali, Bla, San et de Ségou - Sabougnoma	UNESCO	996,021	996,021	42,247	4.24
00127677	Initiatives pour une Réduction des Effets Néfastes des Changements Climatiques dans le Cercle de Nara	UNICEF	994,390	994,390	388,160	39.03
00127701	Projet de réduction de la vulnérabilité des populations dans les cercles de Yélimané et de Niore du Sahel Région de Kayes WELETAARE	UNESCO	932,009	932,009	149,122	16.00
00127912	Renforcement de la résilience des groupements des femmes et de jeunes vulnérables face aux néfastes des changements climatiques dans les cercles de Djenné et de Tominian	UNESCO	990,328	990,328	86,795	8.76
00127913	Restauration Des Ecosystèmes Sahéliens à travers des activités agro-sylvo-pastorale et agricoles pour renforcer la résilience des populations dans les communes de Fittouga et Banikane-Narhawa	UNWOMEN	882,883	882,883	56,304	6.38
00127914	Projet d'Appui à la Promotion de la Transformation de Produits Agricoles à travers Diverses Utilisations Productives des Energies Renouvelables dans 10 Communes Rurales des Cercles de Djénné, Mopti, Bandiagara, Yorosso, Tominian, dans les Régions de Sikasso, Ségou et Mopti	UNESCO	987,640	987,640	28,609	2.90
00128418	Projet de renforcement des capacités de résiliences des communautés vulnérables des huit communes du cercle de Niafunké dans la région de Tombouctou face aux effets néfastes des Changements Climatiques	UNESCO	992,475	992,475	30,722	3.10
00128419	Projet de Renforcement de la résilience des communautés vulnérables face aux effets des changements climatiques dans les communes de Bourem Inaly (Région de Tombouctou) et de Bandiagara, Dourou et Ondougou (Cercle de Bandiagara, Région de Mopti)	UNESCO	934,793	934,793	141,475	15.13
00128420	Projet d'Appui à l'adaptation aux changements climatiques dans le Cercle de Kolokani et la commune de Wassoulou Ballé (cercle de Yanfolila)	UNESCO	892,061	892,061	87,012	9.75
00128481	Projet d'Appui au renforcement de la Résilience de 600 ménages des Réseaux de Groupements de Femmes dans six communes de la	FAO	1,000,000	1,000,000	00	0.00

	région de SEGOU, par l'Adaptation de leur système de production agrosylvo-pastorale aux Effets des Changements Climatiques PARF-CC					
00128482	Diffusion des Technologies à Bioénergie (Faso Bio IS & Lorena) dans 4 Communes Rurales du Mali	UNWOMEN	991,567	00	00	
00128483	Programme de Renforcement de la résilience des populations vulnérables face aux Changements Climatiques dans le Delta Intérieur de Niger (PREVUCC)	UNESCO	992,115	992,115	37,083	3.74
00128672	Programme de Développement Durable Intégré et de Résilience contre les Changements Climatiques (PDDIRCC) dans le cercle de Yanfolila	UNESCO	999,765	00	00	
Mali: Total			28,862,469	26,602,909	11,608,090	43.63
Total Général			28,862,469	26,602,909	11,608,090	43.63

4.5.3. Dépenses enregistrées par catégorie budgétaire du GNUD au 31 décembre 2021 (en dollars américains)

Les dépenses par projet sont engagées et suivies par chaque Organisation Participante et sont rapportées selon les catégories agréés pour la rapport harmonisé inter-agences. En 2006 le GNUD a établi six catégories qui devaient être utilisées afin de rapporter les dépenses inter-agence des entités des Nations Unies. A partir du 1^{er} janvier 2012, le Conseil des Chefs de Secrétariat des NU (CEB) a modifié ces catégories en raison de l'adoption des normes IPSAS qui comprennent huit catégories. Toutes les dépenses avant le 1^{er} janvier 2012 sont imputées sur les anciennes catégories, alors que toutes les dépenses depuis le 1^{er} janvier 2012 sont rapportées selon les huit nouvelles catégories. Voir le tableau ci-dessous.

Tableau 8. Dépenses par catégorie budgétaire du GNUD, au 31 décembre 2021 (en dollars américains)

Catégories	Dépenses			Pourcentage du coût total du programme
	Années antérieures au 31 déc. 2020	Année en cours janv. à déc. 2021	Total	
Personnel	312,503	122,508	435,011	4.05
Provisions, produits et matériels	1,102,444	231,178	1,333,622	12.42
Equipement, véhicules, meubles et dépréciation	664,143	10,734	674,877	6.28
Services contractuels	3,010,884	958,966	3,969,850	36.96
Déplacements	342,441	14,991	357,432	3.33
Transferts et subventions	2,291,328	792,409	3,083,737	28.71
Frais généraux d'exploitation et autres coûts directs	831,503	53,583	885,085	8.24

Total des coûts du programme	8,555,246	2,184,368	10,739,614	100.00
Total des coûts indirects ²	595,505	272,972	868,476	8.09
Total	9,150,751	2,457,339	11,608,090	

4.6. Recouvrement des coûts

Les politiques de recouvrement des coûts du fonds sont déterminées par les dispositions applicables des termes de référence du fonds, du MOU conclu entre l'Agent Administratif et les organisations participantes et des accords administratifs types conclus entre l'Agent administratif et les contributeurs, sur la base de taux approuvés par le GNUD.

Les politiques en place, au 31 décembre 2021, étaient les suivantes :

- **Frais de l'Agent administratif (AA) :** des frais de 1 % sont facturés lors du dépôt du contributeur et couvrent les services fournis au titre de ladite contribution pour toute la durée du fonds. Pour la période de référence, **00** dollars américains ont été déduits au titre des frais de l'AA. Cumulativement au 31 décembre 2021, **281,703** dollars américains ont été facturés à titre de frais de l'AA.
- **Coûts indirects des organisations participantes :** les organisations participantes peuvent facturer des coûts indirects de 7 %. Au cours de la période de référence **272,972** dollars américains ont été déduits à titre de coûts indirects par les organisations participantes. Au total, les coûts indirects cumulés s'élèvent à **868,476** dollars américains au 31 décembre 2021.

1.7. Reddition de comptes et transparence

Afin de procéder de manière efficace à l'administration des services du Fonds et afin de faciliter le suivi et le report du système des Nations Unies et de ses partenaires, le Bureau MPTF a développé un site web public, le MPTF Office GATEWAY <http://mptf.undp.org>. Le site est rafraîchi en temps réel toutes les deux heures à partir d'un système de planification interne à l'entreprise, et le MPTF Office Gateway est devenu une référence fiable et transparente pour la provision des services d'administration des fonds.

Le Gateway fournit les informations financières y inclus : les engagements et les dépôts des contributeurs, les budgets approuvés des programmes, les transferts auprès des et les dépenses reportées par les organisations participantes, les intérêts accrus et d'autres dépenses. De plus, le Gateway offre un aperçu du portefeuille du Bureau MPTF et une information détaillée des Fonds individuels, y compris leur but, leur structure de gouvernance ainsi que les documents clé. En donnant ainsi un accès aisé au nombre de rapports financiers et narratifs sans cesse grandissants, ainsi qu'auprès des documents de projets y relatifs, le Gateway rassemble et préserve une importante connaissance institutionnelle et facilite le partage des connaissances et de la gestion entre les organisations des Nations Unies et leur

² Les coûts de support indirects imputés par les Organisations Partenaires, sur la base de leur règlement financier, peuvent être déduits au départ ou plus tard durant l'exécution. Le pourcentage peut donc paraître aller au-delà du 7% accordé pour les projets en cours. Une fois que les projets sont clos financièrement, ce chiffre ne doit pas dépasser 7%.

partenaire de développement, contribuant ainsi à la cohérence et à l'efficacité du développement des Nations Unies.

4.8 Coûts Directs

Le mécanisme de gouvernance du Fonds peut approuver une allocation à une Organisation Partenaire pour couvrir les frais associés aux services du Secrétariat et à la coordination générale, mais aussi aux revues et évaluations au niveau du Fonds. Ces allocations sont considérées comme « coûts directs ». Durant cette période, les coûts directs alloués au Fonds s'élevaient à **537,306** dollars américains. Le total cumulé est de **1,612,674** dollars américains au 31 décembre 2021 pour les coûts directs.

Tableau 9. Coûts Directs

Organisation Participante	Montant Net financé En cours d'année	Dépenses en cours d'année	Montant net total financé	Dépenses totales
PNUD	537,306	300,849	1,612,674	1,298,748
Total	537,306	300,849	1,612,674	1,298,748

5. Conclusion

Le FCM a continué ses fonctions en 2021 avec une nouvelle structure et l'approbation de dix-neuf projets financés suite au quatrième appel à proposition. Les difficultés pour l'obtention des ressources humaines et financières pour le ST-FCM ont continué durant l'année. Si bien une nouvelle coordinatrice a été recrutée ainsi qu'un expert en communication externe, l'expert en analyse des projets a quant à lui quitté son poste. Le niveau actuel des ressources humaines allouées au ST-FCM à ce jour semble donc être en dessous du nombre de postes qui sont prévus pour le bon déroulement de ses activités. D'autre part, le financement des coûts du ST demeure problématique et un nouveau document de projet a été développé pour assurer les frais de fonctionnement du ST jusqu'en 2025. Cela n'a pas empêché le ST-FCM d'effectuer des missions de suivi et évaluation à tous les projets en cours d'exécution.

Le financement du FCM est sujet à un double défi :

- Le défi de la mobilisation des ressources : en effet, à ce jour, aucune annonce concernant la contribution des bailleurs y compris les deux principaux bailleurs pour l'année en cours. Cependant, des négociations sont en cours afin de deligenter cette question.
- Le défi de la réforme : la création du FCM par une loi (à noter que le projet de loi a été analysé lors de la 12^{ème} session ordinaire du COPIL en decembre 2021).

- Cette réforme prévoit également l'activation de la fenêtre nationale devant permettre aux entités nationales de pouvoir accéder aux ressources du fonds et exécuter les projets retenus.

Deux comités de pilotage ont été tenus en 2021 et dix-neuf nouveaux projets ont été financés par le FCM.

Concernant les projets en cours, la plupart des rapports font la différence entre les activités et les produits réalisés en cours d'année, le cumul des résultats depuis le début du projet, et les effets induits par le projet. Cependant il sera très important pour les dix-neuf nouveaux projets de bien savoir séparer les résultats immédiats, obtenus en cours d'année, des résultats cumulés sur la période d'exécution du projet, en évitant les duplications, et savoir aussi indiquer les effets induits (changements d'attitudes et de comportement), qui sont normalement décrits sous les objectifs spécifiques de chaque projet), et les impacts éventuels. Si les cadres de résultats sont très utiles afin de juger du taux de réalisation et d'accomplissements des activités et des produits, il reste à assurer une valorisation qualitative pour les effets qui permette de mettre en rapport et articuler les produits et les activités avec l'objectif général de chaque projet.

Il demeure important que les pages de couverture des rapports annuels suivent entièrement le format établi et que les partenaires puissent s'assurer le suivi entier des procédures de mise en œuvre.

En ce qui concerne la situation d'insécurité qui demeure dans certaines des zones du projet, il serait important de considérer une allocation budgétaire de contingence (d'un pourcentage à déterminer par le Comité de Pilotage) allant au maximum jusqu'à 20% du montant du budget pour pallier les surcoûts qui surgissent dans les zones d'insécurité. Il faudrait aussi s'accorder sur un protocole d'action qui définit dans quelles conditions cette allocation supplémentaire peut être activée, et par qui. Ceci impliquerait que les budgets des projets en zone d'insécurité incluent cette allocation de contingence, qui n'a pas à être systématiquement utilisée, mais uniquement dans les cas vérifiés où le projet a eu des coûts supplémentaires non budgétisés.

Malgré le fait que le COVID-19 soit toujours présent, les activités des projets en cours ont largement pu se dérouler comme prévu, et il est attendu que les 19 nouveaux projets sauront aussi démontrer les leçons apprises par les projets antérieurs mis en œuvre avec les restrictions COVID-19.

6. Recommandations

Avec l'approbation de 19 nouveaux projets, il serait utile d'actualiser la cartographie des zones d'interventions des différents projets présentée sous le point 1 et maintenir à jour une base de données concernant les interventions qui ont eu lieu depuis le début du FCM, afin d'avoir une vision claire des zones ciblées par les interventions et le nombre de bénéficiaires.

L'aspect qualitatif des rapports est globalement acceptable. Afin de maintenir la cohérence de l'ensemble du programme, il pourrait être utile de considérer que, dans la structure des rapports annuels, la partie « résumé » soit surtout composée *des changements observés durant l'année* qui contribuent aux objectifs spécifiques du projet, et sont donc des résultats stratégiques, et *laisser les activités entreprises hors du résumé et les inclure dans les produits obtenus*, afin de respecter la hiérarchie des résultats entre les activités et les produits des activités (comme prévu par le projet, donc les résultats attendus) et les effets engendrés (résultats stratégiques qui contribuent aux objectifs spécifiques). Il faudrait aussi éviter de mélanger les activités réalisées et produits obtenus en cours d'année et *les séparer des résultats cumulés obtenus sur la durée du projet* (ce qui consiste à actualiser le cadre de résultats du projet).

Comme le terme de « résultat » en français s'applique à différents niveaux allant des activités complétées (produits) aux effets induits et à l'impact, il pourrait être utile de tenir un atelier avec les Organisations Participantes afin d'avoir une terminologie claire et constante applicable à tous les projets suivant méthodologie de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR).